

ABDERRAHIM TALEB

ENSEIGNANT A L'UNIVERSITÉ D'ALGER

Le mouvement syndical Algérien de 1943 à 1954 et ses  
rapports avec les partis politiques

Depuis la création de l'U.G.T.A. ; le 24 FEVRIER 1956 ; le mouvement syndical algérien a toujours vécu sous l'hégémonie du F.L.N. L'exercice de cette hégémonie s'est traduit par des effets à caractères politique, économique et social.<sup>1/</sup> Ce sont ces effets avec les luttes qui se sont déroulées sur le terrain d'application qui nous a amené à réfléchir sur les rapports ayant pu exister dans le passé, avant le 1er NOVEMBRE 1954, entre les syndicats et les partis politiques de l'époque essentiellement le P.C.A. et le M.T.L.D. Cette lutte pour la conquête des appareils du syndicat est-elle liée seulement à l'exercice du pouvoir acquis après 1962? La classe ou les couches sociales qui exercent leur autorité politique en Algérie depuis l'indépendance nationale à travers la légitimité du parti unique le F.L.N. sont-elles mues seulement lorsqu'elles jettent leur exclusive sur toutes les autres tendances et courants politiques-par la volonté de vouloir garder ce pouvoir ou bien existe t-il d'autres mobiles comme par exemple des questions d'ordre idéologiques? Ou bien cette lutte qui se déroule aujourd'hui et qui ne se limite pas hélas à la seule utilisation de l'explication et la conviction politique mais est doublée de plus en plus par l'utilisation de la force répressive - intimidations, déplacements, arres-

tations ou licenciements de syndicalistes, ... a t-elle des racines lointaines? Ceci nous a amené à rechercher pour la période de 1943 à 1954 les rapports qui ont pu exister entre les syndicats - il s'agit ici exclusivement de la C.G.T. - et les partis politiques. Y avait-il un hégémonisme d'un quelconque parti qui s'exerçait sur ce syndicat ? et dans l'affirmatif comment sur le terrain opérationnel était exercée cette activité? Nous verrons aussi comment dans le cadre de la lutte pour la conquête des masses qui opposaient ces différents partis, -et dans ce cadre les appareils syndicaux constituaient un instrument important - réagissait le mouvement syndical dans ses structures internes?

De 1943 à 1954, le pays a subi de profondes transformations et sur tous les plans.

Poussée démographique très forte. Le recensement de 1948 évaluait la population totale de l'Algérie à 8.600.000 habitants et en 1954 à 9.500.000, soit un accroissement de l'ordre de 10,46%. Quant à la population urbaine pour les communes qui avaient plus de 10.000 habitants; elle était estimée en 1948 à 2.600.000, et en 1954 à 3.100.000, soit un accroissement de l'ordre de 19,23%.<sup>2/</sup> Ces deux pourcentages, - le premier 10,46% et le second 19,23% - nous montrent que nous sommes en face d'un très fort exode rural. Les villes qui s'agrandissent rapidement vont devenir le centre nerveux de toutes les luttes politiques et sociales qui se déroulent dans le pays, et le mouvement syndical est un phénomène essentiellement urbain. Il constitue donc, un enjeu important pour l'exercice de l'hégémonie politique,

en considération de la masse des travailleurs qu'il regroupe et surtout qu'il organise, par la place qu'il occupe dans la société et par les pressions qu'il exerce lorsqu'il se met en mouvement. Il était naturel que les partis politiques aient voulu exercer leur hégémonie sur les syndicats par l'exclusion de toutes les autres tendances.

Sur le plan politique le pays a connu au cours de toute cette période, des luttes très dures marquées par une grande violence, 08 MAI 45,<sup>3/</sup> dissolution de l'O.S. mars 1950,<sup>4/</sup> les grèves répétées et massives de 1947 à 1954<sup>5/</sup> les campagnes électorales etc... La revendication de l'indépendance devient une force qui mobilise tout un peuple, et dans ce cadre, il fallait pour chacun de ces partis qu'il puisse exercer son hégémonie sur tout le pays dans la perspective de la reconquête de la souveraineté nationale.

Développement du secteur industriel par l'installation après 1945 de nouvelles entreprises de tailles relativement beaucoup plus importantes que celles qui existaient auparavant exemple Acilor, Verreries d'Afrique du Nord, Cablaf. LIT etc. Certaines parmi ces entreprises regroupaient jusqu'à 500 travailleurs et même plus. Ce développement du tissu industriel autorise Jacques Peyrega à déclarer en 1955 devant la commission du plein Emploi et de la Main d'Oeuvre que "l'Algérie tend à atteindre le stade de l'économie complexe, et l'on peut dire que bien qu'il soit insuffisant le développement de l'industrie est le trait le plus marquant de l'évolution du pays depuis la guerre".<sup>6/</sup> Décormais la classe ouvrière est la catégorie sociale qui grandit et par son organisation,

elle est capable lorsque les conditions subjectives sont remplies de jouer un rôle d'avant-garde jusqu'à prendre la direction des luttes. Pour les différents partis politiques une tâche importante les attendait, c'est l'exercice de leur hégémonie politique sur cette catégorie sociale en croissance rapide, etc....

Le paysage économique social et politique de l'Algérie ayant beaucoup changé, le mouvement syndical s'il voulait avoir encore une activité de masse devait obligatoirement tenir compte de toutes ces transformations.

Jusqu'en 1946 le syndicat algérien connaissait une seule forme d'organisation représentée par la structure horizontale. Le pays était divisé en trois unions régionales: Alger, Oran, Constantine et en certain nombre d'unions locales en fonction de l'importance du nombre des syndiqués. Le corps des métiers appelé structure verticale ne possédait aucune forme d'organisation, en plus chacune de ces trois unions régionales était en liaison directe avec le siège parisien de la C.G.T. Des transformations organiques étaient nécessaires et ceci en liaison avec les mutations qui se sont opérées dans le pays. Faisant le compte-rendu de la conférence algérienne des syndicats qui s'était tenue à Alger les 26 et 27 Juin 1946 Roger ROUZEAU secrétaire de l'Union Régionale d'Alger écrit "il n'est pas douteux que le mouvement syndical algérien a devant lui des problèmes qui sont spécifiquement algériens les salaires, les classifications la question des zones, les lois sociales, la législation du travail, même les indemnités ou primes sont l'objet de textes spéciaux

qui réclament une action particulière. Ce qui illustre bien que nos Unions ne sont pas des Unions Départementales de France, dont l'action consiste à appliquer les directives données par le bureau confédéral et la commission administrative de la C.G.T. D'autre part, il faut que nous comprenions que nous sommes en Algérie dans un pays où les 7/8 des travailleurs sont soumis à un régime colonialiste, à un régime d'oppression, d'étouffement des plus élémentaires aspirations à la liberté et à la démocratie... Telles sont les raisons qui incitaient la conférence de juin dernier à penser que le mouvement syndical devait s'organiser en fonction de ses besoins, des tâches qui lui incombent, des conditions algériennes de son travail, et de son unité."<sup>7/</sup> Et conformément au résultat de cette analyse, le 10 et 11 décembre 1946 se constitue le comité de coordination des syndicats confédérés d'Algérie CSSA, et pour toute la période de 1947 à 1948 se mettent progressivement en place les Unions Algériennes d'industrie. Un premier pas vers l'adaptation des structures syndicales au pays est ainsi réalisé, et une première ébauche vers l'autonomie syndicale est engagée. Le mouvement de grèves que connaît le pays de 1947 à 1954; celle des mineurs des dockers, des ouvriers agricoles, des hospitaliers, ceux du secteur de l'industrie, des services... grèves très souvent dures et violentes approfondissent davantage cette autonomie du mouvement syndical: "en 1952 nous a déclaré Lakhdar Kaidi le mouvement syndical s'est trouvé pratiquement autonome, se dirigeant librement, déterminant, son orientation sur place, menant son action sans se réfère-

rer, et sous aucune forme a la C.G.T." Et il ajoute: "sur le plan organique, cela s'est traduit par le fait que le mouvement syndical était arrivé à une situation de presque coupure. Il ne participait plus aux différents congrès de la C.G.T., comme cela se passait auparavant. En 1952, les délégués algériens au congrès de la CGT l'étaient en tant qu'invités au même titre par exemple que la délégation soviétique, tchèque, ou italienne. L'inverse était aussi vrai; les délégués de la C.G.T. assistaient à nos congrès eux aussi en tant qu'invités".<sup>8/</sup> C'est ainsi, par exemple, qu'au III congrès de la F.S.M. qui s'était tenu en Octobre 1953, et dont l'un des principaux points à l'ordre du jour était le problème des colonies "le développement du mouvement syndical dans l'ensemble des pays coloniaux, et dépendants", Comité de Coordination des Syndicats Confédérés d'Algérie avait sa propre représentation, distincte et autonome de la C.G.T. En Plus trois délégués algériens: Driss Oudjin, Lakhdar Kaidi et Andrés Ruiz avaient été élus dans les différents organes de la F.S.M. Un autre pas vers l'autonomie organique est réalisé par la tenue du congrès constitutif de l'Union Générale des Syndicats Algériens: U.G.S.A. les 24, 25, 26 et 27 Juin 1954 tout en maintenant un lien avec la C.G.T..<sup>9/</sup>

Un bilan des transformations organiques opéré au cours de toute cette période, et tendant à mettre sur pied une centrale syndicale a été malgré tout, un processus très long. En effet, si au niveau de l'analyse théorique la direction des syndicats était arrivée à percevoir l'existence

dans le pays d'un fort courant porteur de l'idée de l'indépendance nationale, en pratique ils n'ont pas su adapter rapidement leurs structures à cette donnée politique. Ces hésitations traduisent certainement l'existence dans les syndicats d'un très fort courant légaliste qui a fini par avoir des implications à caractères réformistes.<sup>10/</sup> L'existence d'une très forte minorité européenne adhérente au syndicat n'est certainement pas étrangère à cette attitude. C'est ce qui nous a amené à voir comment s'est opérée l'algérienisation des syndicats, et de ses appareils au cours de toute cette période.

Les historiens qui ont eu l'occasion de travailler sur le mouvement syndical algérien nous ont donné beaucoup de chiffres pour essayer d'évaluer le nombre des adhérents au syndicat. Tous concordent sur un point: ils affirment la régression des effectifs syndicaux de 1943 à 1954. De plus, selon eux cette régression a touché en priorité l'élément algérien. Nous citerons un seul auteur René Gallissot.<sup>11/</sup> Celui-ci attribue à la C.G.T. en 1945 un nombre d'adhérents s'élevant à 250.000. Après le 8 MAI 1945: "par désarroi dit-il et aussi du fait de la répression les algériens abandonnent en nombre la C.G.T. qui se retrouvent à 80.000 adhérents. En 1950, il estimait le chiffre entre 60 et 80.000 et en 1954, il n'était plus que 60.000 militants, "le syndicalisme dit-il, est devenu marginal".

Il est vrai qu'il y a eu régression dans les effectifs entre 1943 et 1954 mais pour des raisons tout à fait différentes de celles avancées par certains historiens. Ces raisons sont les suivantes:

1<sup>o</sup>. au lendemain du débarquement des alliés sur les cotes d'Afrique du Nord - le 8 NOVEMBRE 1942 - et dans l'enthousiasme qui s'en est suivi, s'est constitué à travers pratiquement toutes les unités de production, d'établissements de services ou d'administration des sections syndicales.<sup>12/</sup> C'est parfois le patron en personne qui poussait à la mise en application de ces sections, d'abord pour se conformer à l'esprit de la libération, - retrouver l'unité nationale, - ensuite pour racher son attitude collaborationniste avec le régime de Vichy: "les patrons étaient dans leurs petits souliers" nous a déclaré Lakhdar Kaidi<sup>13/</sup> et enfin, parce que cela leur permettait avec l'aide de la section syndicale, d'obtenir plus rapidement les produits contingentes dans le cadre de l'économie de guerre. Sur un autre plan, les syndicats n'étaient pas encore dans l'opposition. Leur mot d'ordre était: "produire, produire toujours davantage" pour soutenir l'effort de guerre contre l'Allemagne hitlérienne. Tout-ce qui pouvait entraver la mise en application de ce mot d'ordre était combattu. Au cours d'une assemblée générale des dockers du port d'Oran, tenu en Janvier 1945 le responsable syndical n'hésita pas à reprocher à certains dockers de ne pas travailler pour la collectivité seul but dit il pouvant donner des avantages aux ouvriers du port".<sup>14/</sup> Une mobilisation pour gagner donc la bataille de la production et accroître la productivité fut alors engagé avec le soutien du syndicat C.G.T. Tout arrêt de travail ou grève étaient combattus. Le rapport présenté au 2ème congrès de l'U.D. d'Oran tenu en 1945 rappelle qu'aucune grève n'a été enregistrée au cours des deux années

précédentes et ceci note le rapport "grâce à l'U.D. qui dirigea l'action syndicale dans un sens conforme à l'intérêt national".<sup>15/</sup> Quant à Allal Saadoun, membre de l'U.D. d'Oran, il n'hésita pas en 1946 à rappeler cette période devant le 26ème congrès de la C.G.T. en insistant tout particulièrement sur le rôle du port d'Oran et de ses dockers "le port d'Oran déclara t-il a été plusieurs mois le plus grand port du monde, et si les alliés ont pu obtenir de magnifiques victoires, de Tunisie, d'Italie, et d'Allemagne c'est grâce au labeur incessant jour et nuit des dockers, des cheminots, d'Oranie, et de l'Algérie en général".<sup>16/</sup> De fait, une collaboration s'était établie entre les syndicats et les services du Gouvernement Général. Ces derniers participaient à toutes les activités mises sur pied par le syndicat: congrès, manifestations, défilés etc... Des subventions du gouvernement général leur étaient accordées. Les adhésions affluèrent et partout se constituèrent des Unions Locales. Dans le constantinois, il y en avait à Tebessa, Souk Ahras, Annaba, Duvivier, Guelma, Sedrata, Ain Beida, Khenchela, la Mesquiana, Ain M'lila, Ain Fakroune, El Milia, Jijeli, Skikda, Setif, Colbert, Bordj Bou arreridj, Akbou, M'sila, Sidi-Aich, Bejaia, ...<sup>17/</sup> Abdelhamid Boudiaf dont nous avons recueilli le témoignage a noté la facilité avec laquelle les militants syndicalistes arrivaient à mettre en place les Unions Locales: "Il y avait une soif de l'organisation nous a t-il déclaré" et il ajoute: "c'était généralement autour des ouvriers communaux ou des employés municipaux, et lorsqu'il y avait une gare autour des cheminots que verraient se constituer d'autres sections syndicales permettant ainsi,

la mise en place de l'union locale". Le même phénomène a été observé par Ahmed Abid pour le département d'Oran. La C.G.T. est arrivé à mettre en place dans toute la région 18 Unions Locales.<sup>18/</sup> C'est à cette époque que le mouvement syndical fit sa percée chez les ouvriers agricoles en particulier dans la région de Tlemcen,<sup>19/</sup> Ain Temouchent,<sup>20/</sup> dans la vallée de la Soummam<sup>21/</sup> et dans toute la région des Aurès et du Sud constantinois. Plus tard la rapport de force avait totalement changé. Le syndicat était violemment combattu, ce qui entraîna son recul au niveau des adhésions en particulier la où il était difficile de lutter, c'est à dire dans les petites entreprises. Roger Ascensi dans une étude parue en 1953 et analysant les faiblesses organiques que décelaient les syndicats, les trouvait justement dans la dispersion du nombre de travail: "les masses ne sont pas forcément dit-il dans les grandes entreprises occupant 500 travailleurs; elles sont aussi dans ces multitudes de petits ateliers, qui dans toutes les industries sont nombreuses".<sup>22/</sup> La première perte dans les adhésions provenaient justement de ces petits entreprises. Ici les syndicats sont plus facilement combattus.

b. Par la suite, la répression est devenue de plus en plus forte. Il y eu le 8 MAI 1945, les grèves répétées et massives de 1947 à 1954 qui débouchèrent sur la violence physique avec très souvent des blessés et des morts (exemple les incidents du port d'Oran, en février qui entraînerent un mouvement de solidarité dans toute la "Ville Nouvelle",<sup>23/</sup> ceux de la briquetterie de Lafarge à Constantine en février 1954, où

on releva un mort et plusieurs blessés<sup>24/</sup> ... Les 1er Mai, n'étaient pas la fête des travailleurs, mais des journées de lutte où on sortait pour affronter les forces de police exemple, les incidents sanglants qui eurent lieu à Oran le 1er Mai 1952. Il y eut ce jour la plus de soixante blessés.<sup>25/</sup> Cet état de violence chronique devait obligatoirement laisser des traces au niveau de la syndicalisation. Dans le cadre de la préparation du Congrès constitutif de l'U.G.S.A. Roger Ascenci analysant les raisons de la régression syndicale y voit: "la répression patronale, et gouvernementale, qui fait que depuis des années les militants C.G.T. sont pourchassés dans les entreprises".<sup>26/</sup> En plus, la nature de ces grèves même lorsqu'elles avaient un mobile exclusivement à caractère revendicatif<sup>27/</sup> prenaient vite l'allure de grandes batailles politiques. On y voit intervenir d'un côté non seulement le monde des travailleurs, mais y compris d'autres catégories sociales qui composaient les populations des "médiinas" ou des bourgs avoisinants: exemple, la grève des mineurs de Timezrit,<sup>28/</sup> des ouvriers agricoles d'Ain Temouchent... et de l'autre côté toutes les forces de police: C.R.S. garde-mobilité gendarmerie, y compris l'armée... le tout appuyé par la milice des colons. Liberté du 20 décembre 1951 décrit ainsi, une grève dans la région d'Ain Temouchent: "sous l'oeil bienveillant et complice de l'administration, certains colons organisent des milices armées pour tenter d'intimider et de provoquer les grévistes". Les rapports de police notaient à plusieurs reprises l'inquiétude ressentie par la minorité européenne face à ces mouvements de grève. Celle-ci apprê-

hendait à chaque moment les risques d'un débordement politique exemple, pour les grèves de novembre, décembre 1947 où selon le rapport de police du département d'Alger, établi à cette occasion: "la majorité de la population européenne a pu à un moment donné craindre à juste titre que ces conflits sociaux n'entraînent de graves troubles d'ordre politique sur tout le territoire algérien".<sup>29/</sup>

Donc, ceux qui quittent le mouvement syndical à la faveur de ces luttes ce sont essentiellement les ouvriers d'origine européenne. Quant aux algériens, ils avaient eux plusieurs raisons de se battre. "La direction du P.C.A. nous a déclaré Bachir Hadj Ali vait remarqué à partir de 1947 un afflux d'ouvriers algériens au syndicat".<sup>30/</sup> Or à la même date le M.T.L.D. avait créé sa propre commission des "Affaires syndicales" et un appel fut lancé à tous les travailleurs leur demandant de rejoindre la C.G.T.<sup>31/</sup> Un des membres fondateurs de l'U.G.T.A. Dekkar Rahmoun apporte sur cette période son témoignage: "la plupart des notres dit-il s'inscrivaient à la C.G.T. sur le plan de la formation individuelle, de l'apprentissage du syndicalisme, cela nous fut certainement très utile"<sup>32/</sup>;

c. Le matraquage idéologique, à travers la radio et la presse. André Tuiz dans une étude consacrée au mouvement syndical et les problèmes qu'il rencontre écrit: "les capitalistes disposent d'un appareil de propagande formidable, de moyens financiers puissants; ils utilisent des pressions de toutes sortes contre les travailleurs et aussi la repression la plus brutale. La corruption est un de leurs moyens favoris

pour se créer un réseau d'agents serviles dans le mouvement ouvrier".<sup>33/</sup> On était en pleine guerre froide. Tous les moyens jusqu'à la diffamation étaient utilisées contre les syndicalistes avec en plus les spécificités propres à la situation coloniale. Il était reproché aux syndicalistes à travers les grèves et autres manifestations d'alimenter la "révolte arabe" le nationalisme chauvin. "le slogan du "séparatisme" était colporté avec pour objectif de faire peur aux ouvriers européens d'Algérie. De ce fait, la C.G.T. a fini par être accréditée d'être un "syndicat arabe". Dans l'article cité ci-dessus André Ruiz écrit: "nous avons souvent entendu les travailleurs européens influencés par la propagande colonialiste dire: "c'est vrai que seule la C.G.T. lutte et défend nos revendications mais je n'y adhère pas parceque c'est la C.G.T. arabe".

Donc, une autre raison qui devait entraîner la réduction des effectifs et essentiellement en milieu européen.<sup>34/</sup> L'affirmation selon laquelle les travailleurs algériens auraient quitté la C.G.T. est donc à revoir, et à corriger. La baisse du nombre d'adhérents qu'aurait enregistré la C.G.T. avec les événements du 8 MAI 1945 est venu plutôt du milieu ouvrier européen. C'est le point de vue de plusieurs témoignages que nous avons pu recueillir.<sup>35/</sup> Nous citerons celui de Rachid Dali Bey qui fut envoyé par son parti: le P.C.A. dans la région de Guelma, Setif au moment où se déroulaient les massacres de MAI 1945. A Guelma, et en compagnie de Chiavarini un autre militant du P.C.A.; il convoquait les militants syndicalistes membres de l'Union Locale:<sup>36/</sup> "certains dit-il,

sont venus à cette assemblée générale avec leur armes. Nous avions sincèrement très peur. Nous nous sommes alors limités à leur demander de nous remettre leurs cartes d'adhérents en vue de vérifier les timbres placés. Il fut par la suite décidé de procéder à leur exclusion du parti, et du syndicat, et l'Union Locale de Guelma, a été dissoute. "Sur un autre plan, il y eut la campagne d'amnistie pour la libération des victimes du 8 MAI 1945 lancé par le P.C.A. Le syndicat C.G.T. en fut prenante. leurs militants s'engagèrent totalement dans cette opération et ceux qui refusèrent d'y adhérer furent menacés d'exclusion. Pour ce cas nous avons l'exemple des instituteurs de Tlemcen qui furent "mis en demeure de choisir entre leur adhésion au comité d'initiative ou leur démission du syndicat".<sup>37/</sup> Le témoignage de Lounes Hannouz de BEJAIA mérite également d'être cité. Au moment des événements du 8 MAI 1945 ce dernier se trouvait sous les drapeaux à la frontière franco-allemande. A son retour au pays, - il était originaire de KHERRATA, Août, Septembre 1945 -, il eut la désagréable surprise de constater que plus de la moitié de sa famille, son père adjoint de la santé et ses deux frères avaient été exécutés par la milice des colons lors des événements de Mai 1945. Fort de sa participation à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne Hannouz essaya de faire la lumière sur ces crimes. Toutes les portes lui ont été fermées, celles des officiels, comme celles des anciens militants des A.M.L. qui avaient échappé à la repression. Le seul soutien qu'il a pu trouver a été celui de Cherif Djemad, conseiller général et député du parti communiste algérien de

la Petite Kabylie. Ce soutien trouvé auprès du P.C.A. engagea Lounes Hannouz à adhérer à ce parti. Ces différents exemples nous montrent que ce sont les éléments européens qui ont quitté le syndicat en voulant marquer leurs réticences, plus encore leur opposition à la nouvelle stratégie adoptée par le P.C.A. et soutenue par la C.G.T. Cependant pour une meilleure illustration de ce que nous venons d'affirmer nous utiliserons le tableau ci-joint relatif aux effectifs syndicaux pour les années 1945-1946-1947.

	1945	1946	1947
Union départementale d'Alger.	107000	104800 <sup>x</sup>	119500
Union départementale d'Oran.	84700	66700	66300
Union départementale de Constantine.	45200	51100	45000
<u>T O T A U X</u>	237000	222600	230800

<sup>x</sup>Le rapport organique présenté au VI Congrès de l'Union des Syndicats Confédérés du département d'Alger donne le chiffre de 115.000 adhérents (Liberté, 21 mars 1946)

Nous avons donc, une stabilité des effectifs syndicaux au moins jusqu'en 1947. La baisse la plus forte se situe au niveau du département d'Oran, là où l'élément européen était

très largement majoritaire: "ce qui appelle écrit Ahmed Ahd quelques réserves à propos de la thèse de René Gallissot qui s'appuyant sur les chiffres présentés par W. Plum avance que les événements du 8 MAI 1945 dans le constantinois ont eu pour conséquence la chute des effectifs syndicaux et la fuite des algériens des rangs de la C.G.T. Paradoxalement, c'est dans le constantinois que la stabilité des effectifs s'est bien exprimée".<sup>38/</sup> S'il y a donc régression dans les effectifs syndicaux c'est chez l'élément ouvrier européen qu'elle se trouve.

d. La C.G.T. avait en plus un programme politique basé sur l'anticolonialisme, et la lutte contre l'impérialisme. Elle a chaque fois pris position autour des grandes questions politiques, qui se posaient aux populations algériennes. Lors du débat sur le projet de statut de l'Algérie, elle s'est prononcée en insistant sur: "la nécessité de développer la démocratie en Algérie" ... par ajoute la déclaration du C.C.S.C.A." le vote rapide d'un statut donnant à tous les algériens la possibilité de participer à la défense de leurs intérêts grâce à une assemblée algérienne élue démocratiquement, et qui faisant disparaître la structure de l'administration colonialiste: Gouvernement général, communes mixtes, et, territoires de Sud permettra d'avancer sur la voie du progrès du bonheur et de la liberté".<sup>39/</sup> Par cette déclaration la C.G.T. se démarque et nettement de tous les projets défendus par les partisans du maintien du système colonial. Cet engagement anticolonialiste s'est approfondi au fur et à mesure

que le mouvement national prenait de l'ampleur. Lors des arrestations des militants de l'O.S - M.T.L.D. en 1950, la C.G.T. engagea des actions pour exiger la libération des détenus et au cours de leurs procès des mouvements furent engagés: greves exemple, celle des dockers du port d'Oran et d'Annaba. Quant au délégué des syndicats algériens en XXVIII congrès de la C.G.T. il déclare: "A Bone, à Bougie, à Blida, à Oran, à Tizi-Ouzou dans toutes les prisons des hommes sont condamnés à des années de prison coupable d'aimer leur pays, de réclamer son indépendance, sa libération du joug colonial qui plonge dans la misère et l'esclavage des millions d'algériens"<sup>40/</sup>. La C.G.T. est aussi partie prenante de la grève générale lancée par le P.C.A. et le M.T.L.D. le 23 JUIN 1952 pour protester contre l'arrestation et l'expulsion de Messali Hadj D'Algérie. Les premières actions armées de la nuit du 1er Novembre 1954 amènent l'U.G.S.A. à faire la déclaration suivante demandant aux autorités d'examiner avec "sérieux" ... "les mesures propres à satisfaire les aspirations nationales des Algériens à gérer leur propres affaires".<sup>41/</sup>

Ces prises de position à caractères anticolonialiste pour la libération du pays ont du certainement éloigner des éléments européens du syndicat. Beaucoup d'entre eux étaient partisans du statu quo, et au plus favorables à la mise en place de quelques réformes ne remettant pas en cause fondamentalement le système colonial. A contrario l'élément algérien s'est retrouvé dans les mots d'ordre défendus par la C.G.T.

La C.G.T. avait aussi une option sur l'antiimpérialisme.

Elle était de toutes les campagnes engagées par le mouvement national contre l'impérialisme, par exemple les actions menées pour la sauvegarde de la paix. Elle se prononce pour l'appel de Stockholm, en invitant tous les travailleurs à signer cette déclaration. La résolution adoptée à cette occasion par l'Union Départementale C.G.T. d'Oran, est ainsi libellée."

Quant à nous, à la C.G.T., nous avons pris des résolutions pour inviter nos adhérents à signer l'APPEL de STOCKHOLM qui demande: "l'interdiction absolue de l'Arme atomique, arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations".<sup>42/</sup>

A la veille donc du 1er Novembre 1954; si les effectifs syndicaux avaient regressé par rapport à 1943, ceci est du au départ des Européens. Selon Ch. R. Ageron sur les 60.000 syndicalistes C.G.T. estimés en 1954; 35.750 étaient algériens soit un pourcentage de l'ordre de 60%.<sup>43/</sup> Cette algérianisation des effectifs syndicaux se retrouve également au niveau du personnel d'encadrement Celle-ci était liée à la nécessaire réorganisation des structures de la C.G.T. entreprise depuis 1946 et des luttes engagées au cours desquelles les ouvriers algériens ont fait preuve d'une grande combativité. Liberté qui fait le compte rendu des assises du VI<sup>e</sup> Congrès de l'Union des Syndicats Confédérés du département d'Alger qui s'était tenu en mars 1946 écrit: "à l'issue de ce congrès, à la première analyse des travaux, on a pu constater chez les travailleurs musulmans une élévation de pensée qui a été hélas! trop longtemps méconnue et la vulgarisation

de ce congrès va donner au mouvement syndical un nouvel essor." (Liberté du 21 mars 1946), Tirant les leçons de toutes ces luttes André Ruiz écrit dans son étude consacrée au mouvement syndical: "aux premiers rangs de cette lutte se placent les plus exploités, les travailleurs musulmans" et il tire la conclusion suivante: "par leur combativité qu'illustrent les luttes magnifiques de nos dockers, de nos mineurs, par la volonté farouche qui les anime pour libérer notre pays du carcan colonial; ils ont conquis le rôle essentiel de notre mouvement à tous les échelons. C'est la voie naturelle pour faire de nos syndicats des organisations de masse puissantes capables de faire jouer leur rôle de défenseur des intérêts vitaux de tous les travailleurs sans distinction".<sup>44/</sup> Bachir Merad analysant de son côté devant le V congrès de l'Union des syndicats confédérés d'Oranie les résultats de cette algérianisation note "la montée des cadres ouvriers et plus particulièrement musulmans aux postes de direction" et ajoute que le mouvement syndical a une figure plus algérienne".<sup>45/</sup> Le syndicat commença au cours de cette période à publier du matériel en langue arabe. Dahman Guessoum membre du secrétariat du C.C.S.C.A insiste à l'occasion de la sortie du premier numéro du journal en langue arabe sur l'importance politique de cette décision: "inutile de souligner dit-il devant les travailleurs de notre pays, combien le régime d'exploitation coloniale manoeuvre pour étouffer cette langue arabe, parlée, par les neuf dixièmes des habitants de l'Algérie".<sup>46/</sup>

Nous pouvons apprécier cet effort d'algérianisation du personnel d'encadrement à partir de l'analyse morphologique de

certaines bureaux exécutifs composant les différentes structures du mouvement syndical algérien.

La première commission exécutive du C.C.S.C.A mise en place en décembre 1946 est composée de 30 membres dont 10 algériens, soit seulement le tiers de l'effectif total.<sup>47/</sup>

L'algérianisation des cadres syndicaux n'est pas encore engagée. Elle est très timide. Au congrès constitutif de l'U.G.S.A. nous avons des données tout à fait différentes.

a) les délégués ayant participé au congrès se répartissaient de la façon suivante,

Algériens .....	65,3%
Européens .....	34,7%.

b) le congrès a élu une commission exécutive de 22 membres, la répartition par ethnie s'opérait de la façon suivante:

Algériens .....	13	en pourcentage	59,09%
Européens .....	09 "	"	40,91%

c) Quant au secrétariat, la répartition était aussi faite,

Algériens .....	04	en pourcentage	57,01%
Européens .....	03 "	"	42,80%. <sup>48/</sup>

Les algériens restent toujours majoritaires à tous les niveaux même si nous remarquons une baisse en pourcentage depuis le nombre de délégués au congrès jusqu'à la désignation du secrétariat. Cependant, une remarque est à faire, si les chiffres sont souvent un indice qui nous donne des renseignements utiles, sur une société et l'état de ces luttes, nous ne pouvons pas nous fier à ce seul paramètre. Nous sommes ici dans le domaine des luttes politiques, si

les exploités constituent toujours une force potentielle pour le changement; ce ne sont pas toujours eux qui constituent l'avant-garde qui dirige les luttes.<sup>49/</sup>

2<sup>o</sup> composition morphologique des bureaux composants les Unions Régionales d'Oran, de Blida et d'Annaba.

a) Union Régionale d'Oran.

Union Régionale d' O R A N.	1943	1945	1947	1950	1953
TOTAL DE L'EFFECTIF	08	08	12	12	08
DELEGUES ALGERIENS	02	01	06	07	05
POURCENTAGE	25%	12,5%	50%	58,2%	62,5%

b) Union Régionale de Blida.

Union Régionale de B L I D A.	1949 (50)	1951	1952	1955
TOTAL DE L'EFFECTIF	06	09	08	08
DELEGUES ALGÉRIENS	02	06	04	05
POURCENTAGE	33,33%	66,66%	50%	62,5%

c) Union Régionale d'Annaba.

Union Régionale d' Annaba	1949	1951	1954
TOTAL DE L'EFFECTIF	09	09	11
DELEGUES ALGERIENS	04	03	08
POURCENTAGE	44,44%	33,33%	72,7%

Pour ces trois Unions Régionales nous pouvons faire les remarques suivantes:

1<sup>o</sup>) Pourcentage élevé des délégués d'origine algérienne composant les différents bureaux au cours des années 1954-1955.

2<sup>o</sup>) L'algérianisation progressive des bureaux depuis la reprise syndicale de 1943. Ceci nous a été confirmé par le témoignage recueilli auprès de Lakhdar Kaidi: l'algérianisation des bureaux syndicaux dit-il a commencé depuis 1946. Elle a été rapide à l'est du pays, plus lente au centre et l'ouest.<sup>50/</sup> Ceci s'explique facilement par la répartition de la population européenne: plus importante en Oranie, plus faible dans le Constantinois.

3<sup>o</sup>) Si nous comparons la composition des bureaux de ces trois Unions régionales, à celles du secrétariat issu du congrès constitutif de l'U.G.S.A; nous constatons un pourcentage plus élevé d'algériens dans la composition des bureaux des U.R.

Plus nous descendons dans la hiérarchie, syndicale, plus le pourcentage d'algériens est élevé, exemple le bureau de l'Union Locale de Fouka que sommes arrivés à reconstituer pour l'année 1950 était composé de 5 membres; tous étaient des algériens. Ceci, nous a été confirmé par plusieurs témoignages dont celui de Mustapha Saadoun, qui a milité à Cherchell: "en 1946 dit-il, j'avais commencé à militer en même temps au syndicat, et du P.C.A. A l'époque, il y avait une très forte majorité d'européens essentiellement des instituteurs, qui militaient dans ces deux structures. La composition des bureaux du syndicat et du P.C.A. était presque exclusivement européenne. Vers les années cinquante la situation était totalement renversée. Si les militants européens maintenaient encore, et pour l'essentiel leur adhésion au syndicat, et au parti, ils étaient largement minoritaires par l'effectif; et les différentes responsabilités à l'intérieur des deux bureaux étaient détenues par des Algériens.<sup>52/</sup>

4<sup>o</sup>) Pour les U.F de Blida, et d'Annaba, nous constatons la tendance générale vers l'algérianisation des cadres syndicaux avec des reculs enregistrés notamment au cours du congrès de 1952 pour l'U.R de Blida, et 1951 pour celle d'Annaba. Ces hésitations traduisent certainement la complexité engendrée par la pratique syndicale et par le choix du personnel d'encadrement particulièrement dans cette période difficile où la répression était très dure. En effet, la composition des bureaux devait être certainement une opération très complexe. L'unité des rangs de la classe ouvrière était le

mobile qui devait guider les responsables dans le choix du personnel d'encadrement. Tout en se référant constamment à la stratégie politique adoptée par les directions syndicales lors de leurs différents congrès, il fallait aussi tenir compte des autres paramètres: existence de deux ethnies de sensibilités politiques différentes: communistes, nationalistes, socialistes, libéraux, etc... de l'appartenance à différentes corporations: enseignants, cheminots, dockers, mineurs, métallistes, hospitaliers, etc... venant très souvent de couches sociales différentes. Dans cette division du mouvement ouvrier en coupes horizontales, et en coupes verticales, il fallait chercher à avoir une politique de promotions de cadres syndicaux qui tint compte de ces données objectives avec une priorité plusieurs fois affirmée de privilégier la promotion de cadres algériens.<sup>53/</sup> Il faut dire aussi que le colonialisme profitait de cette division pour avancer ces différents épouvantails et prenait chaque fois d'autres mesures pour encore accentuer cette division: inégalité, dans la répartition des salaires selon que l'on appartient au secteur de la fonction publique; inégalité devant les avantages sociaux, congés de maladies, retraités, allocations familiales, congés annuels, instauration des zones de salaires etc... "Tout était entreprise nous a déclaré Lakhdar Kaidi pour maintenir la division des travailleurs en poussant vers le corporatisme, et en appelant à la nécessaire dépolitisation de l'action syndicale." Ces pratiques étaient relayées par les agissements des syndicats F.O et C.F.T.C. et les manoeuvres de la C.I.S.L en direction des militants nationalistes". Or ajoute Lakhdar

Kaidi, il fallait s'opposer à ces tentatives de division et dans l'action nous avons entraîné avec nous des salariés d'origine européenne qui se sont totalement reconnus dans nos mots d'ordre revendicatifs, mais sur le problème national certains d'entre eux n'ont pas hésité à exprimer sur ce point publiquement leur total désaccord.<sup>54/</sup>

Ce sont les principales raisons qui nous expliquent comment étaient composées les différents bureaux de la hiérarchie syndicale.

Le mouvement syndical était donc, arrivé vers le début des années cinquante à obtenir son algérianisation par l'effectif de ses adhérents, et aussi par le personnel d'encadrement. Le syndicat continuait d'entraîner avec lui une minorité d'ouvriers européens; et ceux-ci étaient représentés dans les différentes instances du mouvement syndical. Certains parmi ces ouvriers européens au delà de la combativité dont ils faisaient preuve lors des grèves et autres conflits ne sont pas arrivés à assimiler la question nationale. Ils s'y sont même opposés et publiquement exemple la section des cheminots de Skikda dont deux membres ont été exclus du syndicat et du P.C.A. en 1953,<sup>55/</sup> le responsable des dockers d'Oran lui aussi exclu au cours de la même année;<sup>56/</sup> celui de la fédération des transports à Alger exclu en 1954.<sup>57/</sup> Les comportements de caractère raciste ou paternaliste alliés aux positions plus que confortables dont bénéficient la majorité des salariés d'origine européenne étaient suffisants pour accréditer la thèse des nationalistes favorable à la constitution d'une centrale syndicale nationale, constituée sur une base raciale. Cependant ceci n'enlève rien aux mérites

dont ont fait preuve beaucoup de ces militants d'origine européenne qui ont eu un comportement patriotique au cours de la guerre de libération nationale. Le parti communiste algérien, et le syndicat C.G.T. ont été les seules organisations à avoir posé à cette minorité européenne le question algérienne, et sont arrivés en même temps à les isoler de l'influence des idéologies fascistes pour en faire des militants, défenseurs des idées de la liberté, de la justice sociale, de la paix, et de l'indépendance. C'est le mérite du syndicat C.G.T. et du P.C.A. d'avoir pu former des militants de la trempe de Maillot, de Lapan, Torrecillas,<sup>58/</sup> Audin, Yveton, Ruiz, Pereto, etc...<sup>x</sup> Ceci nous amène à traiter de la lutte d'influence qui a opposé communistes et nationalistes pour l'exercice de l'hégémonie politique sur les syndicats.

Depuis la constitution du mouvement syndical en Algérie; celui-ci a toujours subi l'influence du parti communiste.<sup>59/</sup> Plusieurs facteurs en expliquent les raisons:

<sup>x</sup>En Algérie, la catégoriesociale des salariés a devancé la formation des couches bourgeoises. La constitution de la corporation des dockers, des enseignants, des cheminots, des ouvriers du bâtiment ... n'avaient pas entraîné dans un rapport dialectique la formation de la bourgeoisie nationale<sup>60/</sup> avec en plus tous les ouvriers algériens formés en émigration. La classe ouvrière est donc apparue sur la scène politique sous sa forme organisée; derrière les syndicats, les premières cellules communistes, et au sein de l'E.N.A., bien avant que les couches bourgeoises, et petits bourgeois ne constituent leurs propres structures politiques, associations,

amicales ou fédérations. Donc, au lieu de subir leur influence idéologique, politique, et organique, c'est le contraire qui s'est produit: c'est auprès de la classe ouvrière sous l'influence des communistes, soit en émigration, soit en Algérie au contact des premières cellules communistes que les couches bourgeoises et essentiellement petites bourgeoises ont fait leur apprentissage de la politique et des premières actions de masse.<sup>61/</sup> Lorsque donc, les partis de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie se sont constitués après 1937; les communistes avaient déjà depuis longtemps investi les organisations syndicales.

<sup>X</sup>Les nationalistes n'ont commencé justement à s'interresser à la classe ouvrière, et à son organisation qu'au lendemain des événements du 8 MAI 45.<sup>62/</sup>

<sup>X</sup>L'objet même de l'existence d'un parti communiste, c'est d'abord un travail politique, idéologique et organique en direction de la classe ouvrière. C'est là où il doit mener l'essentiel de ses efforts, et c'est dans les syndicats que nous allons retrouver la forte influence des communistes.

<sup>X</sup>Cette influence des communistes sur les syndicats est restée présente et même très forte bien après 1945. Boualem Bourouiba ancien membre fondateur de l'U.G.T.A. dans l'interview qu'il nous a accordée a reconnu: "la très grande influence qu'exerçaient les communistes sur les ouvriers agricoles, les mineurs, les dockers".<sup>63/</sup> Pourtant la concurrence pour la conquête des masses à la faveur des luttes pour la libération nationale était devenue très vive jusqu'à dégénérer en position sectaire nuisible à l'efficacité de la lutte.<sup>64/</sup>

Le maintien après 1945 de la très forte influence des communistes sur le mouvement syndical peut s'expliquer par les raisons suivantes.

1<sup>o</sup>- Il y a eu des correctifs progressifs apportés par le P.C.A. à sa ligne stratégique. L'erreur commise dans son appréciation des événements du 8 MAI 1945<sup>65/</sup> aurait pu si elle s'était maintenu entraîner la division du mouvement syndical en une base raciale.

Le correctif qui fut apporté tout de suite après, par exemple à travers la campagne à l'amnistie a permis au P.C.A. et aux communistes militants a la C.G.T. de remonter en quelque sorte la pente. A la fin de 1945; 100.000 cartes des comités d'amnistie avaient été placées; et en 1946, il existait à travers tout le pays 113 comités locaux:<sup>66/</sup> "cette campagne en faveur des victimes des événements du 8 MAI 1945 nous a déclaré Martin Bachelier ancien militant du P.C.A. a Mohammadia, nous a permis d'élargir notre audience par le développement du nombre des sympathisants, et nous avons même réussi à faire adhérer beaucoup d'Algériens au parti".<sup>67/</sup> Il y eu ensuite la session du comité central du 20.21 Juillet 1946 qui procède à une évere autocritique des positions antérieures. Le P.C.A. reconnait publiquement ses erreurs, fait une analyse du mouvement national en soulignant sa puissance et son caractere progressiste. Il lance alors le mot d'ordre d'un vaste "Front National Démocratique Algérien pour la Liberté, la Terre, le Pain".<sup>68/</sup> Le rapport politique présenté par Larbi Bouhali en 1947 approfondit cette notion et fixe un double objectif aux communistes algériens: "nous ne devons jamais perdre de vue

dit-il le double objectif à atteindre qui est de faire de notre pays 1<sup>o</sup>, une Algérie libre; 2<sup>o</sup>, une Algérie démocratique" en apportant les éclaircissements suivants: "une Algérie libre dit-il suppose... la fin du carcan colonial, la possibilité pour nos populations de gérer toutes les affaires de leur pays et il ajoute "mais la liberté nationale serait un leurre, si elle n'allait pas de pair avec la démocratie, assurant l'épanouissement social, économique et politique de tous les algériens sans distinction de race, de langue et de confession.<sup>69/</sup> Cette session du E.c. du P.C.A. et les décisions importantes qui furent prises se repercutèrent sur le mouvement syndical au niveau de ses structures organiques. Celui-ci a entrepris sa réorganisation justement à partir de Juin 1946, et en Décembre de la même année fut mis en place: le C.C.S.C.A. Nous n'allons pas suivre toutes les étapes traversées par le PCA de 1945 à 1954. Il y a une évolution parallèle et des influences réciproques se sont exercées.

2<sup>o</sup>/ Le parti communiste a pris en charge l'essentiel des luttes, dont les mots d'ordre avaient pour objectif l'amélioration des salaires la réduction du temps de travail essentiellement pour les ouvriers agricoles, la mise en application de la loi sur la sécurité sociale, sa généralisation et son uniformisation. S'adressant aux militants de son parti Larbi Bouhali appelle: "les communistes qui militaient dans les syndicats ouvriers.../a/ être les meilleurs militants, les plus actifs, les plus dévoués". "Ils doivent dit-il, donner au mouvement ouvrier sa combativité traditionnelle pour assurer aux travailleurs une amélioration de leur

puovoir d'achat, pour arracher les lois sociales qui moisissent dans les cartons. Ils doivent se pencher davantage encore sur le sort des travailleurs les plus déshérités: les ouvriers agricoles, les mineurs, les dockers."<sup>70/</sup> Ces luttes se traduisaient par des dépôts de cahiers de revendications et débouchaient presque toujours sur des journées d'action entraînant des arrêts de travail, des grèves, des défilés etc... Dans toutes ces luttes les militants syndicalistes appartenant au parti communiste se trouvaient au premier rang. Ils étaient les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière. Au titre, ils étaient parmi les premiers à subir la répression policière, exemple tous les militants syndicalistes qui avaient dirigé la grève des ouvriers agricoles de Benbadis (ex: Descartes) en 1951, étaient des communistes deux parmi eux - Berrahou Medjdoub, et Boumédiène, étaient membres du c.c. du P.C.A.<sup>71/</sup> les animateurs des grèves des ouvriers agricoles d'Ain Temouchent étaient eux aussi des communistes, il s'agit de Naib et de Benamar Mahrouz, il en est de même de la corporation de dockers avec Péreto<sup>72/</sup> des mineurs avec Sembsadji Braham et Khithman<sup>73/</sup> des hospitaliers avec Abdelkader Hannachi et Ahmed Mahmoudi<sup>74/</sup> etc...

Ce soutien inconditionnel aux luttes menées par les syndicats s'est traduit par un gain organique en faveur du parti communiste. Le rapport présenté par Larbi Bouhali au IV congrès du PCA en signale les effets positifs: "par un accroissement incontestable dit-il de son autorité auprès des ouvriers".<sup>75/</sup> C'est à la faveur de ces luttes et en liaison avec les correctifs stratégiques introduits par le PCA à sa ligne politique, que des militants de formation

d'origine nationaliste se sont retrouvés par la suite au PCA exemple Merad Bachir,<sup>76/</sup> Abdelhamid Benzine<sup>77/</sup> Sadeq Hadjeres, Boualem Khalfa, Eulbad, Belaid Khelifa, quant à lui, nous a signalé que toute la cellule du PPA des traminots du garage d'Hussein Dey était passée en 1951 au PCA<sup>78/</sup> ... A la veille du 1er Novembre 1954, le parti communiste algérien était arrivé selon Mohamed Harbi: "a s'assurer une audience réelle, supérieure dans certains centres à celles de ses rivaux nationalistes"<sup>79/</sup> La même observation a été faite par Ch. R. Ageron qui lui intègre en plus dans ce retour de l'audience du parti communiste algérien la grave crise que traversait le M.T.L.D., "Ces péripéties intérieures dit-il expliquent en partie l'affaiblissement relatif du M.T.L.D; le désarroi des cadres et par voie de conséquence le retour de l'influence du P.C.A."<sup>80/</sup>

<sup>30/</sup> La fin de la seconde guerre mondiale s'est très rapidement traduite par un aiguisement des luttes entre les pays du camp socialiste, et ceux du monde capitaliste. Les U.S.A. et la Grande Bretagne avec le discours de Fulton de Churchill engagent le monde dans la "guerre froide". L'exclusion des communistes du gouvernement français en 1947 ne pouvait que développer et accentuer leurs luttes comme la remise en selle du pouvoir de la bourgeoisie dont une grande partie avait eu quelques années auparavant une attitude pro-hitlérienne, traître à leur patrie. La lutte contre les différents gouvernements qui se sont succédé de 1947 à 1954 vont alors se développer. Certaines parmi ces grèves ont trouvé un prolongement en Algérie, exemple, celles de novembre, décembre, 1947. Dans cette nouvelle situation les communistes

algériens pouvaient plus aisément eux aussi développer leurs luttes revendicatives dont certaines n'avait plus rien à voir avec celles engagées par les syndicats en France. A cette époque l'intensité des luttes ouvrières en Algérie étaient beaucoup plus forts que celles engagées en France.

4<sup>o</sup>/ Développement de la solidarité avec les peuples en lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.<sup>81/</sup> Des actes concrets furent entrepris pour marquer cette solidarité. La grève des dockers de tous les ports d'Algérie en solidarité avec la lutte du peuple vietnamien, grèves en faveur des peuples tunisien et marocain dans leur lutte contre le colonialisme français, grèves de soutien aussi avec le peuple égyptien dans la lutte contre la présence des troupes anglaises dans la zone du canal de Suez etc... Tous ces actes de solidarité avaient comme caractéristiques essentielles le soutien à la lutte des peuples contre le colonialisme dans laquelle les travailleurs algériens se reconnaissaient totalement.

Cette somme de luttes avec les mots d'ordre les plus variés. ceux à contenu social, comme ceux d'ordre politique infirment l'accusation portée plus tard par les textes adoptés au congrès de la Soummam par les délégués du F.L.N. qui ont pu assister à ces assises. Les rédacteurs de ce document ont en effet porté l'appréciation suivante sur cette pratique syndicale: "la C.G.T. subissant l'influence communiste... tourne à vide sans pouvoir énoncer et appliquer le moindre mot d'ordre d'action. La passivité générale du mouvement ouvrier organisé n'est pas la conséquence du manque de combativité des travailleurs des villes, mais de l'apathie des cadres syndicaux de l'U.G.S.A.

attendant les bras croisés les directives de Paris".

Cette accusation a beaucoup plus un fond anticommuniste avec un objectif de marginaliser au maximum l'activité du P.C.A. "maintenir les communistes dans un cocon de chrysalide"<sup>82/</sup> que la réalité des luttes engagées sous la direction des syndicats. Certains courants du nationalisme algérien porte-parole de ce fond anti-communiste, voulaient d'abord profiter au maximum du grand succès rencontré auprès des masses populaires par les actions armées pour enfoncer définitivement les communistes en insistant sur leurs erreurs, sur le retard qu'ils ont accumulé sur la question nationale en effaçant en même temps leurs contributions à la lutte anti-colonialiste, et un moyen de se dédouaner de leur stratégie réformiste qu'ils avaient véhiculé dans le passé et qu'ils véhiculaient encore. Ce courant avait été déjà auparavant dénoncé par Messali Hadj au congrès d'Hornu où il avait relevé la "collaboration" qui s'était établie entre les centralistes porte-parole de ce courant réformiste et les représentants "du néocolonialisme en vue des réalisations économiques et sociales".<sup>83/</sup> La même appréciation fut également portée par le communiqué du Bureau Politique du P.C.A. relative à la scission qui frappait le M.T.L.D.: "on ne peut pas passer sous silence, note ce communiqué, le fait que cette tendance celle des centralistes a des positions de conciliation avec les néo-colonialistes au sein de certains conseils municipaux".<sup>84/</sup>

Le P.C.A. a pu exercer pour toute la période de 1945 à 1954 une très forte hégémonie sur le mouvement syndical, ce-

lui naturellement représenté par la C.G.T. De nombreux militants se réclamant de ce parti sont arrivés à occuper différents postes de responsabilité, et à tous les niveaux de la hiérarchie syndicale dans un cadre de libre concurrence politique avec les autres partis nationaux qui existaient à cette époque. Cette hégémonie des communistes sur les syndicats leur a permis de transmettre leurs mots d'ordre, leurs méthodes de travail, leurs conceptions d'analyses politiques ce qu'est un rapport de force, la problématique des alliances, l'analyse des couches sociales, et plus encore toute leur idéologie qui faisait référence à la lutte des classes...

Cependant, l'hégémonie des communistes n'inquiétait pas seulement les partisans du colonialisme classique devenu une structure politique moribonde au cours du début des années cinquante, mais aussi les intérêts du néo-colonialisme qui avait commencé à tisser de nouvelles alliances avec les courants libéraux du mouvement national: "il est préférable déclarait Jacques Chevalier ancien maire d'Alger, et ancien membre du gouvernement Mendes-France - d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que domestiques"<sup>85/</sup> mais plus lointains encore avec la stratégie globale de l'impérialisme américain qui voulait en découdre avec les communistes du monde entier... et le pays des soviets. En 1953, Bachir Hadj Ali dénonçait déjà les tentatives de division du mouvement national algérien opérées par l'impérialisme américain: "les manoeuvres des impérialistes sont évidentes dit-il, et il s'explique en ajoutant: "tout cela s'éclaire avec le rapport Fechteler qui propose la conciliation avec les nationalistes arabes, afin d'acheter

le sang des trois peuples nord-africains en vue de la guerre anti-soviétique et de supplanter les impérialistes français dans les trois pays. La manoeuvre a des objectifs à longue portée". 86/

Toutes les tentatives ont été alors engagées pour réduire, voir éliminer l'audience qu'avait les communistes sur les syndicats. Il y eut les pratiques utilisées par les services de police par l'intermédiaire de la répression, et du mouchardage; il y eut celle du patronat, et du gouvernement général, en utilisant la corruption, et en développant la peur raciale, il y eut enfin à partir du début des années cinquante, les efforts tentés par la C.I.S.L. soit directement, soit par l'intermédiaire du F.O. par le développement d'une idéologie anti-communiste, en faisant miroiter une aide américaine à la lutte des Algériens pour leur indépendance.

Face à cette pression que subissait les communistes, quelle était l'attitude des militants nationalistes essentiellement ceux du M.T.L.D. qui étaient à l'époque le premier parti politique algérien et d'où sont issus tous les hommes qui ont préparé la nuit du 1er Novembre 1954.

Le P.P.A. - M.T.L.D. s'est intéressé tardivement au mouvement syndical, syndical, seulement à la veille des événements du 8 MAI 1945. Cet intérêt s'est concrétisé deux années plus tard, en 1947 au congrès constitutif du M.T.L.D. par la mise en place d'une commission Centrale des Affaires Sociales qui comprenait en son sein la commission des Affaires Syndicales présidée par Aissat Idir. La circulaire interne diffusée à cette occasion par la direction du M.T.L.D. à

l'intention de ses militants adhérents a la C.G.T. orientait leur activité dans trois directions différentes.

1<sup>o</sup>) encadrer les militants cegetistes algériens en limitant l'influence des éléments non nationalistes. Ceux-ci étaient considérés par le M.T.L.D. comme réformistes partisan de la lutte des classes et de l'Union Française: principes inadaptés a la situation du pays.

2<sup>o</sup>) limiter la déviation qui pourrait s'ensuivre.

3<sup>o</sup>) former les militants de l'action directe sur le plan syndical et prendre en charge les problèmes vitaux au sein de la C.G.T.<sup>87/</sup>

Au même moment le 21 Mars 1947; le leader syndicaliste tunisien Ferhat Hached lançait un appel en faveur de la constitution des centrales syndicales nationales autonomes dans les trois pays du Maghreb: "c'est à cette époque nous a déclaré Belaid Khelifa, que le P.P.A. - M.T.L.D. nous avait recommandé de prendre des responsabilités à l'intérieur de la C.G.T. en vue de préparer la mise en place d'une centrale syndicale algérienne".<sup>88/</sup> Les services du gouvernement Général étaient eux aussi au fait de cette tentative et dans leur rapport confirmait cet effort porté par le M.T.L.D. en vue de créer une centrale syndicale algérienne. Après les grèves de Novembre, Décembre, 1947, le rapport de police établi à cette occasion fait état d'informations concernant la création d'un syndicat musulman et écrit: "les dirigeants du M.T.L.D. envisageraient de créer des syndicats autochtones à l'instar de ceux existant en Tunisie", et l'information ajoute: "ce serait Sebaa Hadj Mahfoud conseiller municipal M.T.L.D. et

contre-maître sur les quais qui serait chargé d'effectuer la propagande en faveur de ce syndicat permettant aux musulmans de s'affranchir de la tutelle C.G.T.<sup>89/</sup>

La tâche principale qui fut donc assignée à cette commission était la mise en place rapide d'un syndicat algérien en s'appuyant sur l'exemple de la Tunisie, où les militants du Néo-Destour avaient réussi à créer l'U.G.T.T. Le deuxième congrès du M.T.L.D. qui s'était tenu en Avril 1953 revient une seconde fois à la charge et fixe le même objectif à ses militants syndicalistes: Rabah Djermane, Aissat Idir, tous deux membres fondateurs de l'U.G.T.A. deviennent membres du Comité Central du M.T.L.D.

Deux questions se posent immédiatement: pourquoi cet intérêt au mouvement syndical; pourquoi ce retard dans la mise en application d'un mot d'ordre qui a mis neuf ans à se réaliser, le 24 Février 1956, pourtant le M.T.L.D. avait pour lui la justesse de sa ligne stratégique: la revendication du mot d'ordre de l'indépendance; et les capacités humaines: il était le premier parti politique algérien.

1<sup>o</sup>- Plusieurs faits sont à l'origine de l'intérêt que portait le M.T.L.D. au mouvement syndical,

a) même si l'effectif de ce que nous pouvons regrouper dans la rubrique "classe ouvrière" représentait un coefficient peu élevé par rapport à la population totale de l'Algérie 3,5%, un parti comme le M.T.L.D. ne pouvait pas se désintéresser de cette catégorie sociale de la population algérienne. Etant le premier parti politique algérien; il aspirait en même temps à être le premier parti à l'intérieur de toutes les

couches et catégories sociales. Parmi tous les courants politiques qui traversaient le M.T.L.D.; certains n'avaient aucune conception d'un front regroupant l'ensemble des partis politiques algériens avec chacun sa spécificité idéologique représentant les catégories sociales qu'il influence. Comme le dit Mohamed Harbi: "le courant activiste du M.T.L.D. était indifférent à la question des alliances".<sup>91/</sup> Il se posait comme un émanation du peuple tout entier. La même observation avait été faite auparavant par Larbi Bouhali en 1948 lorsqu'il déclarait devant le comité central de son parti: "les dirigeants du P.P.A. - M.T.L.D. semblent vouloir persévérer dans leur attitude qui consiste à se considérer comme les seuls représentants du mouvement national à rejeter l'union des forces nationales et démocratiques."<sup>92/</sup>

b) de 1947 à 1954 la classe ouvrière algérienne a mené de très grandes luttes entraînant derrière elle la quasi totalité des salariés en particulier dans les corporations où les Algériens étaient majoritaires: mineurs, ouvriers agricoles, dockers, etc... En plus toutes ces grèves défilés et autres manifestations ont entraîné de violents affrontements entre grévistes manifestants et forces de l'ordre: "dans le même temps écrit Harbi les manifestations de rues deviennent de plus en plus dures et entraînent mort d'hommes: Les mineurs et ouvriers agricoles sont souvent sur la brèche".<sup>93/</sup> Les nationalistes qui étaient toujours disponibles à la lutte anti-colonialiste voyaient ce que le syndicat pouvait leur offrir comme structure. Parlant des grèves de Novembre, Décembre 1947, Hocine Ait Ahmed écrit: "Un événement... va tirer nos dirigeants de l'engourdissement: en France, la

C.G.T. et le parti communiste déclenchent des grèves qui culmineront avec la greve générale de Novembre, Mezerna et nos autres députés revenus de Paris sement un vent de panique au sein de la direction en rapportant le projet de constitution d'un comité central de grèves, prélude à la prise de pouvoir par le PC".<sup>94/</sup> Il y a donc, une découverte chez les militants nationalistes de l'action syndicale du dynamisme que recèle la classe ouvrière.

c) Ces différents mouvements au départ à caractère essentiellement d'ordre syndical débouchaient sur des affrontements à caractère politique lorsque les services de police jugeaient nécessaire d'intervenir. Cela se traduit par une escalade. Le mouvement déborde la catégorie sociale qui l'a initié pour s'étaler à l'ensemble des populations des villes exemple lors de la grève de Novembre, Decembre 1947, ces propos tenus par un syndicaliste et rapporté par les services de police indique l'audience qu'avait eu ce mouvement sur la population algéroise: "cette grève a pris dit-il un caractère combattif, et a recueilli la sympathie de toute la population" et, il ajoute en indiquant: "la création d'un comité de solidarité chargé de faire des collectes parmi les commerçants de la ville"<sup>95/</sup> - comme à l'ensemble des villages environnants - exemple lors des grèves des ouvriers agricoles de la région d'Ain Temouchent, tous les villages de la plaine: El Malah, El Amria, Hammam bou Hadjar, Hassi Ghella, Boutlelis, Misserghin, etc... avec leurs différentes populations participaient au mouvement;<sup>96/</sup> il en est de même pour les grèves des ouvriers agricoles de la plaine: Mitidja, Sahel: tous les villages de

la région Ain Taya, Rouiba, El Affroun, Beni Mered Mouzaia, Boufarik... sont en ébullition... Par ces actions, les communistes arrivaient à toucher d'autres catégories sociales, à leur transmettre leurs formes de lutte, leur mot d'ordre, leur idéologie... Or, pour les nationalistes qui avaient des prétentions hégémoniques, cela était dangereux, d'où la nécessité de maîtriser le mouvement syndical afin qu'il puisse fonctionner selon leur stratégie et tactique.

d) le PPA - M.T.L.D. était le représentant des couches petites bourgeoises, même s'il est arrivé à intégrer dans ses rangs des militants ouvriers. Malgré cela, ces derniers dans leur grande majorité, lui échappaient. L'appel à la grève générale lancée pour le 23MAI 1952 en vue de protester contre l'expulsion de Messali Hadj du territoire national fut un demi-échec. Le rapport établi à cette occasion par les centralistes en 1954 en donne les raisons: "un très grand nombre de catégories de travailleurs nous échappe: traminots, tabacs, transports, commerçants, mineurs, ouvriers agricoles, fonctionnaires, coiffeurs, étudiants, dockers, petits artisans... Si ces couches sociales nous sont acquises sentimentalement, elles l'ont montré par exemple au cours des élections, par contre elles échappent à notre contrôle.<sup>97/</sup> Si ces catégories sociales qui sont énumérées cidessus échappaient au contrôle du M.T.L.D.; c'est qu'elles étaient sous influence des autres courants politiques ou encore, dans une situation attentiste. Les luttes entre les différentes fractions du mouvement national en particulier entre le P.C.A. et le M.T.L.D. était très forte en vue de les récupérer. Comme le M.T.L.D. ignorait la politique des alliances, et ceci inhérent à ces conceptions étroites et

sectaires, il ne pouvait accepter aucun partage de son autorité politique. Mohamed Harbi qui a bien étudié les appareils de ce parti écrit: "on sait que le PPA se donne comme une émanation du peuple algérien. La volonté de monopoliser sa représentation est au centre de son idéologie. La conséquence politique de cette conception est que le PPA est seul à détenir la vérité. Tout ce qui est extérieur favorise les ennemis du peuple... Cette revendication ouverte à l'hégémonie sur les autres formations nationalistes doit aboutir à terme à les faire disparaître". 98/

2<sup>o</sup>- Mais alors face à cette volonté de contrôler l'activité des syndicats formulés depuis 1947; pourquoi ce grand retard dans l'application de ce mot d'ordre. Il a fallu attendre le 24 Février 1956 pour voir se constituer l'Union Générale des travailleurs Algériens: U.G.T.A. Les raisons en sont multiples.

a) les crises de différenciation sociale, de classe que le PPA - M.T.L.D. a connues depuis 1947 l'ont empêché de mettre en application les tâches qu'il s'est assignées. En Octobre 1949 crise dite "éberiste": un certain nombre de militants jusque y compris au niveau de la direction sont exclus du M.T.L.D. Au cours de la même année Mostefa Lacheraf quitte le parti pour protester contre l'absence de démocratie et la censure; en Octobre 1949, les deux députés du M.T.L.D. Djamel Dourdour, et Lamine Debaghime sont exclus du parti. Avec le départ de ce dernier écrit Mohamed Harbi: "la tendance radicale n'a plus de porte drapeau à la direction" 99/; Mars 1950 "complot" de l'organisation secrète "départ volontaire ou démission du personnel d'encadrement du parti: Mostefai Chawki, Amrani

Chentouf ... et, enfin éclatement du parti fin 1953, avec la tenue de deux congrès rivaux en été 1954. Le colonel Schoen responsable à l'époque des services secrets en Algérie avait raison de dire dans son analyse des événements de la nuit du 1er Novembre 1954: "le M.T.L.D. se meurt quand naît le F.L.N.". <sup>100/</sup> Pour toute cette période de 1947 à 1954, les luttes pour la conquête des appareils du PPA - M.T.L.D. ont primé sur toutes les autres considérations. Il était alors difficile de pouvoir se consacrer totalement aux tâches qui avaient été dégagées par les congrès du parti.

b) le PPA - M.T.L.D. mobilisait la totalité de ses militants autour du mot d'ordre de l'indépendance. Le travail quotidien celui que réalise à chaque instant le militant syndicaliste, travail d'accumulation nécessaire pour la préparation des grandes journées, n'était pas susceptible de mobiliser le militant nationaliste d'où un certain désintéressement vis à vis de la pratique syndicale: "Aux yeux de ces activistes écrit Mohamed Harbi le combat pour l'indépendance est le but unique. Toute revendication politique ou sociale de caractère partiel risque de souiller la pureté de la lutte, la dévier même". <sup>101/</sup> Le M.T.L.D. confondait lutte pour les réformes qui font progresser le combat, la prise de conscience développer les expériences... et, qui fait partie de la lutte révolutionnaire; avec "le réformisme qui limite... aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière". <sup>102/</sup> Au cours d'un meeting tenu à Mostaganem en 1947, et présidé par Messali Hadj celui-ci fait une déclaration où il condamne irréfutablement la politique

de réformes: "nous ne vous ferons pas dit-il des promesses fallacieuses; nous ne disons pas que nous créerons des médersas, que nous vous habillerons, que nous vous donnerons du travail pour vous permettre de vivre décentement, détrompezvous, tout cela est impossible tant que l'intépendance n'est pas acquise".<sup>103/</sup> Cette conception du syndicalisme éloignait les militants du M.T.L.D. de la C.G.T. permettant ainsi aux communistes d'investir profondément le syndicat jusqu'à être porté aux différents postes de responsabilités.

c) La classe ouvrière en Algérie était composée de deux ethnies: les algériens, et les européens. Ci-joint le tableau de la population employée selon la catégorie socio-professionnelle d'après le recensement de 1954.<sup>104/</sup>

	Européens	Algériens	% Européens
Cadres intellectuels	16.740	1.310	92,7%
Intellectuels subalternes, techniciens.	39.070	8.330	82,4%
Employés de bureau, de commerce.	56.120	15.190	78,7%
Ouvriers professionnels.	51.650	49.830	50,9%
Ouvriers spécialisés	28.000	59.230	32,1%
Manoeuvres	7.200	141.130	04,8%
Domestiques, personnel de service.	33.890	47.400	41,6%
<b>T O T A U X</b>	<b>233.670</b>	<b>322.420</b>	<b>42,02%</b>

La première remarque à faire, c'est l'importance de la population salariée d'origine européenne. Elle s'éleve à 233.670 soit par rapport au total un pourcentage égal à 42,02%. Rien ne pouvait être engagé par l'action syndicale, si l'ouvrier européen n'était pas associé au mouvement. En plus la catégorie des européens était majoritaire dans plusieurs secteurs d'activité: chez les cheminots, dans la fonction publique, dans le secteur enseignant, aux P.T.T. etc... dans le secteur de la production industrielle leur chiffre s'élevait à 29.150 représentant un pourcentage de l'ordre de 47,2% du total.<sup>105/</sup> Une population salariée importante qu'il fallait associer au mouvement; or, le M.T.L.D. orientait toute son activité vers la population algérienne. L'appel qu'il adressait de temps à autre, à cette minorité était conjoncturel, et tout à fait formel. Ayant négligé totalement cette composante du mouvement ouvrier son action avait des difficultés à réussir, sauf s'il devait rejeter en bloc cette population.

d) L'évolution interne du M.T.L.D. Traditionnellement les historiens qui font une sorte de généalogie du M.T.L.D. remonte jusqu'à l'Etoile Nord Africaine constituée en 1926 qui s'est transformée en 1937 en Parti du Peuple Algérien, d'où est né en 1947 le Mouvement Triomphal des Libertés Démocratiques. Cependant, il existe beaucoup de différences entre l'E.N.A. de 1926 et le M.T.L.D. des années cinquantes aussi bien dans le programme politique que dans la composition humaine jusque, et y compris au niveau de la direction politique. Ces transformations sont dues tout simplement aux mutations sociales rapides que le pays a traversé en trente ans. A l'origine l'

ENA avait une base sociale composée dans sa grande majorité d'ouvriers même si ceux-ci étaient des ruraux, très rapidement prolétarisés, le M.T.L.D. représentait pour l'essentiel la sensibilité des couches petites bourgeoises et ceci, est très perceptible au niveau des appareils de direction: Bureau Politique, Comité Central, et cadres moyens. Le témoignage que nous fournit M'hamed Yazid, et uniquement pour ce qui est du M.T.L.D. est édifiante de cette évolution rapide de ce parti: "plus on allait de l'avant de 1947, a 1953, dit-il plus on voyait la participation des ouvriers et des paysans diminuer et la participation des intellectuels, et des petits bourgeois augmenter".<sup>106/</sup> Cette évolution de la base sociale du parti va engendrer à partir du début des années cinquante des tentatives en vue de constituer un regroupement politique qui irait à la rencontre du néocolonialisme, permettant aux Algériens de faire l'économie d'une révolution, en contre partie, de la sauvegarde des intérêts économiques de la puissance coloniale. Ces mutations sociales de la base militante du M.T.L.D., avec à contrario, les réajustements progressifs opérés par le P.C.A. a saligne stratégique, depuis la session de son Comité Central de Juillet 1946, a permis à ce dernier parti, de gagner en audience en milieux ouvriers et paysans. Le M.T.L.D. n'arrivant plus à mordre dans les milieux syndicalistes ne pouvait pas de ce fait, opérer la scission qu'il désirait d'autant plus que celle-ci avait beaucoup de présupposés anti-communistes. Plusieurs faits et gestes que nous pouvons rassembler grâce uniquement a la lecture de la presse, et de quelques témoignages recueillis auprès des anciens militants nous a permis

de saisir le mobile essentiel qui animait certains responsables du M.T.L.D. dans cette opération. Lors des élections des délégués aux caisses d'assurances sociales en 1953; le M.T.L.D. avait donné comme directives à ses militants de barrer les noms des candidats communistes.<sup>107/</sup> Cette directive n'a pas été suivie puisque un peu partout à travers tout le territoire national les militants du parti communiste avaient été largement élus. On interdisait également toute discussion avec les communistes dans la crainte d'un "lavage de cerveau",<sup>108/</sup> comme également la lecture de la presse et de la littérature communiste: "on nous avait interdit dans le M.T.L.D. de lire Alger Républicain" nous a déclaré Belaid Khelifa. L'argument avancé était le suivant: "Alger Républicain" est un journal ami, il faut savoir ce que disent de nous, nos ennemis. Il nous conseillait ajoute Belaid Khelifa, de lire l'Echo d'Alger. Je ne comprenais rien dans cette directive du parti. Il m'était difficile de l'appliquer".<sup>109/</sup> Le témoignage de M'hamed Yazid conforme ce point de vue et nous donne en même temps la conception qu'avait la M.T.L.D. du syndicat: "le problème des syndicats dit-il, était posé sous son aspect négatif, non pas sous l'aspect de construction d'une force pour la lutte de libération, mais la constitution d'une force pour liquider les syndicats contrôlés par les communistes".<sup>110/</sup> De son côté Boualem Bourouiba nous a déclaré: "il nous fallait à tout prix limiter l'action du P.C. et la diffusion de son idéologie basée sur la lutte des classes, et l'internationalisme prolétarien. La contagion était forte et en même temps dangereuse".<sup>111/</sup>

Cette opération de scission sur une base anti communiste

trouvait son soutien auprès de Froce Ouvriere - un tract distribué par ce syndicat dans le Constantinois nous fait état d'une "entrevue entre F.O. et le M.T.L.D."<sup>112/</sup> - auprès des services du gouvernement Général et du patronat - exemple la création du syndicat indépendant des ouvriers en bâtiment du chantier de Mers El Kebir, à Oran, ou encore à l'hôpital Mustapha<sup>113/</sup> de la C.I.S.L. dont les représentants se sont déplacés jusqu'à Alger pour prendre contact avec les dirigeants nationalistes. Ils ont même proposé selon le témoignage de Rabah Djermane un soutien financier.<sup>114/</sup>

e) Les luttes ouvrières après 1947, ont pris une très grande ampleur et celles-ci étaient souvent engagées à l'initiative des directions syndicales. Cette dynamique sociale, avec en plus l'approfondissement des mots d'ordre a contenu de plus en plus anti-colonialiste à empêcher la scission de s'opérer. Il n'y avait aucune raison de diviser le mouvement syndical, puisque l'action de celui-ci répondait aux aspirations des masses travailleuses. L'intensité des grèves et autres mouvements sociaux ont fini par exercer un résultat bénéfique sur tout le mouvement national.

\*Sur le P.C.A. en l'obligeant à approfondir progressivement le contenu de sa revendication nationale.

\*Sur le M.T.L.D. en poussant à l'éclatement de ce parti, et à l'isolement de sa tendance la plus réformiste.

\*Sur l'ensemble de la lutte du peuple algérien par la radicalisation des mots d'ordre, et une grande aspiration aux idées de liberté, de démocratie, et de justice sociale.

Le mouvement syndical est resté pour toute la période

de 1943 à 1954 sous hégémonie politique du parti communiste algérien. Cependant, cette hégémonie politique du parti communiste algérien. Cependant, cette hégémonie ne s'est à aucun moment traduite par un exclusif lancé contre les autres courants politiques existants dans le pays. Des militants syndicalistes appartenant au M.T.L.D. étaient arrivés à occuper différentes responsabilités dans les syndicats et à tous les niveaux jusqu'au stade de la direction, exemple, Rabah Djermene, Boualem Bouroiba, Benaïssa Attelah, Dahman Guessoum, Belmihoub, Dekkar Rahmoun... Ce qui animait l'ensemble de ces militants syndicalistes, à côté de ceux appartenant au parti communiste, et au delà de leur unité d'action contre l'occupant colonial et l'exploitation capitaliste dont était victime, les masses algériennes. Tous les coups de boutoir venus de l'extérieur du mouvement syndical ont été repoussés. Cependant, la création le 24 Février 1956 de l'Union Générale des travailleurs Algériens est le résultat de plusieurs facteurs.

\*C'est le dénouement de tous les efforts engagés à travers un long processus historique dont le premier acte a été lancé en 1930 avec la tenue du "Congres des Ouvriers Arabes" devant déboucher sur la création de la C.G.T.A.; et auxquels sont venus s'ajouter d'autres initiatives.

\*C'est aussi la caractéristique de l'Algérie colonie de peuplement. Il était difficile de pouvoir concilier les intérêts inconciliables de deux ethnies, et cela malgré les efforts louables tentés par la C.G.T. et le P.C.A.

\*C'est aussi le résultat de la pratique de division menée par les services du Gouvernement Général et le patronat

a tous les niveaux: salaires, avantages sociaux, congés, droit au travail.

\*Le P.C.A. qui exerçait son hégémonie politique sur les syndicats n'était pas à l'abri lui aussi du danger réformiste, d'où les très grandes lenteurs à mettre en place une centrale syndicale totalement autonome vis à vis de la C.G.T.

\*C'est aussi le résultat des faiblesses numériques de la classe ouvrière qui ne lui a permis de faire sortir de ses rangs des cadres qui auraient pu jouer un rôle très important dans le mouvement ouvrier en empêchant l'idéologie réformiste, de l'emporter.

\*C'est aussi le résultat des événements de la nuit du 1er Novembre 1954, qui a totalement renversé le rapport des forces en faveur des partisans de la lutte armée.

NOTES :

1. Voir notre étude: Abderrahim Taleb. Les rapports parti-syndicat en Algérie ... (In: Annuaire de l'Afrique du Nord XXI. 1982 pp. 183 a 196).
2. Gouvernement Général de l'Algérie. Annuaire statistique d'Algérie.
3. Sur les événements du 08 MAI 1945, nous citerons les toutes dernières parutions.  
\*Radouane Ainad Tabet.. Le Mouvement du 08 MAI 1945 en Algérie.. Alger, DPU. 1985.  
\*P.A.G.S.. 08 MAI, Quarante ans apres (In: Révolution Socialiste N°21 MAI 1985).
4. Mohamed Harbi.. Aux origines du F.L.N... Paris Ch. Bourgeois 1975.
5. Nous donnons quelques chiffres dans notre étude: le 1er Novembre 1954 en Algérie. La these en cours De Mme Nora Benallegue apportera d'importantes précisions sur le mouvement des grèves en Algérie.
6. Archives de la chambre de commerce d'Alger: Dossier démographie 1955.
7. "Travail" Organe central de la C.G.T.. 20 Novembre 1946.
8. Témoignage recueilli aupres de Lakhdar Kaidi ler, Secrétaire général de l'U.G.S.A.
9. Benjamin Stora, dans son article "l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens: "U.S.T.A. se trompe lorsqu'il fait dater la tenue du Congrès constitutif de l'U.G.S.A. après la conférence des militants syndicalistes du M.T.L.D. qui s'était tenue les 22 & 23 Septembre 1945. A cette date, l'U.G.S.A. était déjà constituée depuis trois mois (In: Mouvement social Juillet - Septembre 1981, N° 116 pp. 95 a 112).
10. Si nous nous permettons dans ce cadre de faire un parallèle avec l'activité du P.C.A. nous citerons le rapport

politique présenté par Bachir Hadj li devant le comité Central de ce parti en Janvier 1953. Analysant les faiblesses qui sont apparues dans la réalisation des tâches du parti il y voit l'existence d'un certain nombre de "défauts" ancrés "chez" certains militants: "il y a chez ces derniers dit-il une sous estimation persistante de la force du mouvement national c'est a dire, un manque de confiance dans les masses les plus exploitées (In: Liberté du 22 Janvier 1953).

11. René Gallissot ... Syndicalisme et nationalisme. La fondation de l'U.G.T.A. (In: Mouvement Social N°66 Janvier, Mars 1969) Lire aussi: Jacques Choukroum. Le Mouvement National et le Syndicalisme en Algérie - D.E.S. Paris, Sorbonne 1972.
12. Lire les procès-verbaux des sections syndicales constituées à cette époque et disponibles au niveau des Archives Départementales d'Oran. On y trouve des sections syndicales comme celle des "musiciens", des ouvriers coiffeurs, des "employés de bains maures" etc...
13. Interview de Lakhdar Kaidi...
14. Arch. Départ. d'Oran, dossier 1.514.
15. Rapport d'activité de l'U.D. d'Oran cité par Abid Ahmed. Mouvement syndical et luttes sociales en Oranie 1942-1951. Paris, thèse de III cycle 1986.
16. Rapport confédéral cité par Ahmed Abid.. op. c. Le mouvement syndical algérien a au cours de toute son histoire montré son esprit internationaliste. Nous pouvons citer plusieurs exemples: il y eut la solidarité avec la jeune révolution soviétique par des articles parus dans "Lutte Sociale" et dans différents mots d'ordres lancés par la suite par le P.C.A. en vue de défendre la Russie Soviétique: "Nous Algériens, nous avons un peu contribué a faire l'Union Soviétique par nos mouvements de solidarité" nous a déclaré Bachelier ancien militant du P.C.A. Nous citerons également en 1925 la solidarité avec les combattants riffains (témoignage de Badsî, et de Belarbi Sid Ahmed, dit "Boualem");

en 1926 un vaste mouvement de solidarité fut impulsé en faveur des militants révolutionnaires Sacco et Vanzetti condamnés aux Etats Unis (témoignage de Fellous ancien militant communiste et syndicaliste de Setif) l'envoi en 1936 de volontaires a coté des républicains espagnols (témoignage d'Amar Ouzegane, et de Rachid Dali Bey) la contribution des travailleurs algériens à la défaite du fascisme et du nazisme, la solidarité avec la lutte des peuples vietnamiens, marocain et tunisien dans leur combat pour la reconquete de leur indépendance etc...

17. Interview d'Abdelhamid Boudiaf, et de Lakhdar Kaidi.
18. Ahmed Abid.. op.c.
19. Interview de Boumediene Boumediene d'Ouled Mimoun.
20. Interview de Benamar Mahrouz d'Ain Temouchent.
21. Interview de Djemad Chérif.
22. Travailleur algérien 13 Janvier 1953.
23. Interview de Bachir Merad.
24. Alger Républicain 10 Février 1954.
25. Alger Républicain 02 Mai 1952.
26. Travailleur algérien 13 Janvier 1953.
27. Il est nécessaire d'introduire beaucoup de nuances contre ceux qui ont porté ultérieurement des accusations contre le mouvement syndical lui reprochant de n'avoir lutté que pour le "beafteak" et ne s'est pas préoccupé du problème national. C'est un à priori à caractères politiques qui les faits démontrent à chaque instant (voir Fouad Soufi, Abderrahim Taleb Bendiab.. Naissance, et évolution de la classe ouvriere. Quelques hypotheses de travail (In: bul. de l'Institut Arabe d'Education Ouvriere N°2 Décembre 1979).
28. Témoignage de Khithman Ahcene (In: Algérie Actualité du 12 au 18 Mai 1974.
29. Archives d'Aix en Provence 1 K. 883.
30. Interview de Bachir Hadj Ali.

31. Interview de Belaid Khelifa.
32. Temps modernes Oct. Nov. 1960.
33. Alger Républicain 17 Avril 1953.
34. Le même phénomène a pu être enregistré pour le parti Communiste Algérien. Analysant les résultats électoraux du 27 Janvier 1952, les services de Liaison Nord-Africaines du colonel Schoern écrivent: "La consultation du 27 Janvier 1952 a fait perdre au P.C.A. des voix en milieu européen à cause de la campagne qu'il a mené pour l'indépendance de l'Algérie" (In: bul. Mensuel informations Janvier 1952).
35. Témoignage de Bachir Hadj Ali, Lakhdar Kaidi...
36. Lire sur cette question E. Vallée .. Un drame algérien ... Alger 1947.
37. Ahmed Abid ... op. c. p. 87.
38. Ahmed Abid op.. c.p. 35. (nous nous sommes servis des estimations données par M'hamed Abid.
39. "Travail du 11 Juin 1947".
40. Rapport au XXVIII congrès de la C.G.T. 1950.
41. "Travailleur algérien, Novembre 1954".
42. Arch. Dép. d'Oran souligné dans le texte d'origine.
43. Ch. R. Ageron.. Communisme et nationalisme en Algérie, texte dactylographié.
44. Alger Républicain 17 Avril 1953.
45. Rapport d'activité d'orientation syndicale présenté par Bachir Merad au V Congrès de l'Union des syndicats confédérés d'Oranie 18.19 Avril 1953.
46. "Travailleur Algérien" 17 Avril 1953.
47. "Travail" 1er Janvier 1947.
48. Tous ces chiffres et les suivants ont été élaborés à partir d'un fichier que nous avons constitué dans le cadre de notre contribution à l'élaboration du "Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Maghrébin (en préparation).

49. Au titre, voire la théorie élaborée par Frantz Fanon dans son livre.. Les Damnés de la terre.. Paris, F. Maspero, 1962 et les résultats opposés de l'enquête établie par Bourdieu au cours des débuts des années soixante et publiés dans son livre.. "Travail et Travailleurs en Algérie.. Paris, Mouton 1962; voire aussi son article.. De la guerre révolutionnaire à la révolution (In: Algérie de demain.. Paris, Puf; 1962 pp. 5a13)
50. C'est en 1949 que ce sont constituées d'autres U.R. jusqu'à cette date, il y en avait 03 correspondants au 03 départements: Alger, Oran, Constantine.
51. Témoignage de Lakhdar Kaidi,
52. Témoignage de Mustapha Saadoun,
53. Témoignage de Bachir Merad. Merad était le responsable pour l'Oranie de la formation des cadres.
54. Témoignage de Lakhdar Kaidi,
55. Il s'agit de Fenech et Arrus. Liberté 9 Avril 1953.
56. Algérie Libre du 11 Septembre 1953.
57. Liberté du 17 Avril 1954.
58. Lire le roman d'Emmanuel Robles... Saison violente.. Paris séuil.
59. Mohamed Harbi dans son livre "Aux origines du F.L.N. Paris Christian Bourgois 1975 p. 174 fait un procès d'intention à la brochure sur le mouvement syndical éditée par le P.A.G.S. en 1970. L'étude du mouvement syndical pour toute la période de coloniale, nous montre que celui-ci est toujours resté sous l'hégémonie politique du P.C.A. Plusieurs militants ou sympathisants de ce parti se sont toujours trouvés à l'avant garde des mouvements organisés par le syndicat, et à ce titre, ils ont eu à subir une violente répression (arrestations, emprisonnements, licenciements, etc...).
60. C'est la bourgeoisie coloniale française, et la bourgeoisie française de la métropole qui étaient dans un rapport dia-

léctique avec la classe ouvrière algérienne. Ce sont en plus ces bourgeoisies qui vont influencer la classe ouvrière notamment européenne.

61. Voir note Abderrahim Taleb Bendiab - Pénétration des idées communistes en Algérie (In: Mouvement social.
62. Témoignage recueilli auprès de Rabah Djermane et Abdelhamid Benzine.
63. Témoignage de Boualem Bourouiba.
64. Lire Abdelhafid Khetib.. 1er Juillet 1956 l'accord F.L.N. - P.C.A. - Paris, mémoire maîtrise 1984.
65. Lire la brochure du P.A.G.S. - Le 8 MAI 1945..
66. Lire la collection du journal "Liberté" qui établissait un compte rendu détaillé de cette campagne d'amnistie.
67. Témoignage de Martin bachelier.
68. Appel du C.C. du P.C.A. - Front National Démocratique Algérien - Alger 21 Juillet 1946, 14 p.
69. Larbi Bouhali.. Rapport présenté au IV Congrès National du P.C.A. 17.18.19 Avril 1947.
70. Larbi Bouhali. - Rapport présenté au IV Congrès National du P.C.A.
71. Voir notre étude Abder. Taleb Bendiab. Tlemcen les années cinquante. Revue Algérienne des sciences juridiques ... N°4 Décembre 1978.
72. Révolution et Travail N° spécial 30ème anniversaire de la lutte de libération nationale 1985.
73. Interview de Khitman dans Algérie Actualité Mai 1974.
74. Témoignage d'Abdelkader Hannachi, ancien employé à l'hôpital psychiatrique de Blida.
75. Larbi Bouhali.. Rapport présenté au IV Congrès
76. Témoignage de Merad Bachir ancien hospitalier Alger Républicain.
78. Témoignage de Belaid Khelifa, tramot à la R.D.T.A.

79. Mohamed Harbi.. La guerre commence en Algérie ... p. 74.
80. Ch, R. Ageron .. Communisme et nationalisme dans l'Algérie Française...
81. Révolution Socialiste N<sup>o</sup>7. Revue idéologique et culturelle du P.A.G.S. Essai sur l'Histoire du Mouvement Ouvrier Algérien.. Alger 1972.
82. Congrès de la Soummam. Aout 1956. Extrait de la plate-forme pour assurer le triomphe de la Révolution Algérienne dans la lutte pour l'indépendance nationale.
83. Mohamed Harbi.. aux origines du F.L.N. p. 232.
84. Idem. p. 215.
85. Echo d'Alger 10 Janvier 1951.
86. Liberté 15 Janvier 1953.
87. Fares Mohamed .. Cours polycopie Alger, college syndical Drareni.
88. Témoignage de Belaid Khelifa.
89. Archives d'AIX En Provence 1 K. 883.
90. Jacques Breil. La population Algérienne.. Paris la Documentation Française 1957.
91. Mohamed Harbi.. La guerre commence en Algérie ... p. 51.
92. Larbi Bouhali.. Rapport a la session du comité Central du P.C.A. Hussein Dey. 02 et 03 Octobre 1948.
93. Mohamed Harbi.. La guerre commence en Algérie p. 18. Il nous faudra beaucoup d'études sur le PPA M.T.L.D. sous forme de monographies, de témoignages d'analyses morphologiques de sa composition sociale pour saisir les différents ressorts qui engendraient sa dynamique. La lecture des travaux de Mohamed Harbi, et le témoignage d'Ait Ahmed nous ont permis de saisir de l'intérieur le fonctionnement de ce parti. Et à ce titre, il est étonnant que ces deux auteurs se referent aux mêmes concepts; ceux relevant du maraboutisme lorsqu'ils parlent de ce parti. Pour le témoignage d'Ait Ahmed voir page 72 et 73 ou encore cette

réprimande qui revient souvent "retourne a ta zaouia"  
P. 104 et 120... (In: Hocine Messinger, 1983). Quant  
à Harbi, il nous en donne le jugement suivant: "tous les  
traits marquants de la résistance des confréries religieuses  
à l'occupation française, le rite initiatique, l'épreuve,  
le millénarisme etc... se retrouvent chez les activistes"  
(In: Moh. Harbi... La guerre commence en Algérie... p. 52.

94. Hocine Ait Ahmed - Mémoires d'un combattant..
95. Arch. d'Aix en Provence 1 K. 883.
96. Michel Launay.. Les paysans algériens: Paris le seuil 1962.
97. Rapport des centralistes. Juillet 1954. Polycopé.
98. Mohamed Harbi.. Messali Hadj et la vérité historique  
(In: mémoires de Messali Hadj. pp. 305. 306).
99. Mohamed Harbi.. Aux origines du F.L.N...
100. Colonel Schoen.. Causes méconnues de la Révolution Al-  
gérienne (In: Ecrits de Paris 1958 pp. 34 a 44).
101. Mohamed Harbi, aux origines du F.L.N.
102. Georges Labica. Dictionnaire critique du marxisme, Paris,  
PUF.. 1982 pp. 768. 771.
103. Archives d'Aix en Provence 9H 51.
104. Jacques Breil.. La population algérienne..
105. Gouvernement Général de l'Algérie.. Statistiques  
industrielle de l'Algérie établies en 1951..
106. Témoignage de M'hamed Yazid, cité par Harbi.. aux ori-  
gines du F.L.N.. p. 151.
107. Lire les textes annexes II & III.
108. Témoignage d'Abdelhamid Benzine.
109. Témoignage de Belaid Khelifa.
110. Témoignage de M'hamed Yazid (In. Mohamed Harbi, aux ori-  
gines du F.L.N.;).
111. Témoignage de Boualem Bourcuiba.

112. Alger Républicain du 05 Octobre 1951, 22 Janvier 1951, 30 Juin 1953.

113. Lire le texte annexe N° IV.

114. Témoignage de Rabah Djermane. Ces tentatives de corruption opérées par la C.I.S.L. sur une base anti-communiste sont très bien connues dans les milieux syndicalistes cf: le dernier scandale dénoncé par le journal français "le Matin" du 28 Novembre 1985 relatif a des fonds versés par la C.I.S.L. a F.O. En plus, il est admis aujourd'hui -les preuves suffisantes en ont été fournies - qu'Irving Brown le Secrétaire de la C.I.S.L. est tout simplement un agent de la C.I.A.

## I E X I E S \_ A N N E X E

I. Résolution adoptée par les chomeurs de la région algéroise.

Les chomeurs d'Hussein Dey, maison carrée Alger, Belcourt, Alger cité Mahieddine, après avoir examiné la situation du travail en Algérie en général et dans leur région en particulier, conformément aux droits fondamentaux de la personne humaine.

Réclament aux pouvoirs publics d'assurer le droit au travail pour tous les Algériens sans distinction aucune.

Demandent,

- 1<sup>o</sup>- l'ouverture immédiate des chantiers pour donner du travail aux chomeurs.
- 2<sup>o</sup>- La création d'un fond et d'une allocation de chômage égale à 75% du salaire minimum interprofessionnel garanti pour soulager la misère des sans-travail.
- 3<sup>o</sup>- Le développement de la formation professionnelle.
- 4<sup>o</sup>- Le recensement des chomeurs par les municipalités. En outre, pour assurer à tous le droit au travail, et l'égalité dans l'emploi, ils demandent.

1) L'interdiction de plusieurs salaires professionnels dans le ménage.

2) L'interdiction d'embauchage des retraités titulaires d'une pension proportionnelle ou d'ancienneté.

3) L'abrogation de toutes les dérogations à la durée légale du travail de 40 heures par semaine, fixation d'un seul salaire minimum interprofessionnel garanti hiérarchisé, en rapport avec le coût de la vie.

Ce salaire doit être applicable à tous les travailleurs, y compris les ouvriers agricoles.

4) Fixation à 48 heures par semaine la durée du travail dans l'agriculture.

5) Institution des commissions paritaires d'embauche (ouvriers et patrons) dans toutes les usines et chantiers en vue d'assurer l'égalité dans l'emploi.

6) Réserve et égalité dans l'emploi, dans la fonction publique, et semi publique, suppression des mutations de fonctionnaires dans le sens France-Algérie.

7) Interdiction d'utiliser la main d'oeuvre pénitentiaire dans les domaines agricoles.

8) Arrêt de l'immigration européenne.

Cette résolution est accompagnée du commentaire suivant par l'Algérie libre suivant par l'Algérie Libre organe central du M.T.L.D. a l'adresse des communistes et de la C.G.T.

"Est-il logique "camarades" que notre jeunesse traîne dans les rues sans travail, que des pères de famille n'aient pas un bout de pain à offrir à leurs enfants, alors qu'a coté le mari, la femme, la fille n'aient pas un bout de pain, à offrir a leurs enfants, alors qu'a coté, le mari, la femme, la fille, le garçon travaillent et utilisent nos soeurs, nos épouses pour les travaux dégradants de leur ménage? Les intérêts de quelle classe défendez-vous?

Alors que la C.G.T. en France s'oppose à l'entree des travailleurs étrangers qui viennent concurrencer la main d'oeuvre française, en Algérie, seriez-vous pour cette immigration, qui revet encore aspect beaucoup plus grave, celui de la politique de peuplement instantané par le sanguinaire Maréchal Bugeaud?

Est-il juste "camarades" de donner du travail a un étranger alors que les natifs du pays sont chomeurs? Ignorez-vous qu'entre deux travailleurs qui se présentent à l'embauche, le patronat raciste et colonialiste donnera la préférence à Joseph Jean, François même s'il est étranger et anti-français.

"Pour nous M.T.L.D., ces deux points de la résolution de chomeurs sont conformes à l'intéret et aux aspirations nationales de tous les travailleurs algériens, et nous engageons ces derniers a soutenir leurs freres chomeurs dans leur juste combat.

In: Algérie Libre 23 Octobre 1953 N° 84

II. Un appel de Bachir Hadj Ali, membre du Bureau politique du P.C.A. appelant a défendre l'unité du mouvement syndical.

L'Unité Ouvrière ciment de l'unité nationale.

Les exemples sont nombreux ces jours-ci d'attachement à la classe ouvrière, aux syndicats confédérés d'Algérie (C.G.T.). Aux caisses d'assurances sociales, les dockers, les mineurs, les ouvriers du bâtiment, les employeurs etc... ont placé les candidats des syndicats algériens C.G.T. en tête des autres organisations malgré les truquages et les pressions patronales.

Cette solidarité des organisations syndicales in les ennemis du peuple algérien, le gros patronat, les gros colons, le Gouvernement Général.

Les colonialistes sentent en effet, que dans l'action quotidienne pour le pain se soude l'unité des travailleurs pour leurs revendications et l'union du peuple algérien pour ses nobles aspirations. L'unité de la classe ouvrière au dessus des différences ethniques est le ciment de l'union de toutes les forces nationales et démocratiques.

C'est pour cela qu'ils tentent de diviser la classe ouvrière sur une base raciale. Au service des "Affaires Indigènes" du Gouvernement Général on sait très bien que les dirigeants colonialistes de "Force Ouvrière" ont ou sont déconsidérés chez les travailleurs musulmans en général, et qu'ils ne peuvent pas accomplir avec succès cette mission.

Il faut agir plus habilement.

Dans une nouvelle revue internationale "la Tribune des Peuples" où se cotoient le socialiste Jean Rous (Collaborateur de "France Tireur" et ami des dirigeants F.O.) et Fermer Brokway du fameux "Congrès des Peuples contre l'Impérialisme" Daniel Guérin écrit:

"En Algérie, les syndicalistes américains devaient aider les militants ouvriers appartenant au Mouvement pour le triomphe des Libertés Démocratiques de Messali Hadj, et à l'Union des Amis du Manifeste de Ferhat Abbas, à enlever aux communistes la direction des syndicats affiliés à la C.G.T. française pour transformer ceux-ci en C.G.T. algérienne".

Dans cette invitation faite aux partis nationalistes pour diviser et affaiblir le mouvement ouvrier en Algérie sous l'égide des Américains, Daniel Guérin introduit une contre vérité. Il oublie volontairement de dire qu'à la direction des syndicats confédérés d'Algérie, il y a des communistes des M.T.L.D. des U.D.M.A., des sans-parti de toutes origines et de toutes confessions, les uns et les autres portés avec responsabilités par la confiance des travailleurs.

La C.I.S.L... à laquelle s'adresse en réalité Daniel Guérin n'a pas attendu cette invitation pour commencer son travail de division. Elle l'a réalisé en Tunisie en trompant les ouvriers et en trouvant malheureusement un appui solide auprès de certains dirigeants du Néo Destour dont l'anti-communisme l'emporte sur l'anti-colonialisme.

Elle essaye de faire le même travail ici. Dans un entretien récent avec Kouçh Younes, Ferhat Abbas secrétaire général de l'U.D.M.A. a révélé à notre camarade qu'il a été sollicité par des socialistes pour favoriser la formation des "syndicats arabes" et qu'il a repoussé cette offre.

Qu'a fait la C.I.S.L. pour le soutien des aspirations du peuple tunisien, alors que la F.S.M. puissante de 80 millions d'adhérents, a scutenu d'une façon conséquente la cause tunisienne devant l'O.N.U. et le Bureau International du Travail en prenant une position claire en faveur des légitimes aspirations nationales du peuple tunisien en appelant les travailleurs du monde entier à manifester leur solidarité à leurs camarades tunisiens la C.I.S.L. a proposé timidement que l'autonomie soit octroyée à la Tunisie... par étapes... avec la continuation, de l'occupation militaire, les attributs de la souveraineté restant entre les mains de la puissance "protectrice".

Après l'assassinat de Ferhat Hached, elle a pratiquement abandonné les travailleurs tunisiens. Cela s'explique. Les américains avaient voté contre la cause tunisienne à l'O.N.U. "le vent a tourné à Washington et les dirigeants de la C.I.S.L. s'efforcent de prendre l'alignement". Cet aveu de la subordination de la C.I.S.L. aux rois du dollar ne prend que plus de valeur quand on sait qu'il émane de la revue "La Tribune des Peuples".

La C.I.S.L. a fini par se démarquer en écrivant dans

son organe officiel.

"nous sommes heureux de pouvoir dire que notre organisation affiliée en France, la C.G.T. F.O. se trouve parmi les forces progressives, qui luttent pour qu'un régime de liberté et de démocratie soit établi partout où la France a des responsabilités d'administration ou de protectorat".

Ce certificat d'anti-colonialisme décerné à F.O. dont les positions foncièrement colonialistes et favorables au patronat sont connues en Afrique du Nord fixera définitivement les travailleurs algériens sur l'"aide" de la C.I.S.L., sa démagogie et sur tout son oeuvre de division au service de l'impérialisme.

Il permettra à nos frères tunisiens de mieux lutter contre les illusions contenues dans ce passage d'une résolution adoptée le 08 Mars dernier par le Conseil National de l'U.G.T.T. qui "ne cesse d'apporter la C.I.S.L. à la classe ouvrière tunisienne; et renouvelle à la grande centrale syndicale du monde libre ! l'expression de l'attachement du mouvement syndical tunisien".

Si la C.I.S.L. arrivait à ses buts de division, les travailleurs algériens seraient livrés pieds et poings liés au patronat, à l'administration. Ce serait un recul pour le peuple algérien. Cela la classe ouvrière algérienne le sait très bien. C'est pour cette raison qu'elle condamne les éléments diviseurs anti-communistes qui dans l'ombre, malhonnêtement en calomniant ont fait rayer à l'occasion des élections aux caisses d'assurances sociales sur les listes des syndicats confédérés C.G.T. d'Algérie, les noms des dirigeants syndicaux appartenant au Parti Communiste Algérien. Du reste, ces manoeuvres ont lamentablement échoué. Les résultats des élections discréditent ceux qui voulaient discréditer les dirigeants du mouvement ouvrier.

C'est pour cette raison que les dockers d'Alger ayant démasqué l'un de ces éléments, trésorier de leur syndicat, et il faut le regretter militant du M.T.L.D. - l'ont relevé immédiatement de ces fonctions dans une Assemblée Générale, et l'ont isolé.

Grave serait la responsabilité de ceux qui chercheraient à nuire à l'unité ouvrière. Aucun travailleur, aucun patriote digne de ce nom, n'acceptera de jouer le rôle de diviseur s'il y a des difficultés, des incompréhensions, c'est aux travailleurs de les aplanir au sein de leur organisation syndicale.

En tout cas, les communistes militant dans le mouvement ouvrier ont un double souci.

- défendre les intérêts des travailleurs, en particulier les plus exploités, inséparables des intérêts de tout le peuple en lutte contre le colonialisme.

- sauvegarder comme la prunelle de leurs yeux, l'unité de la classe ouvrière, isoler les diviseurs - quelque'ils soient - qui font le jeu du patronat, et de l'administration colonialiste.

Ils ont une double ambition.

- Être les meilleurs dans la défense de ces revendications, et de cette unité.

Mériter la confiance de la classe ouvrière avant garde du mouvement national.